



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

République de Tunisie

Projet de Soutien à la Gestion Durable des Terres dans le Gouvernorat de Siliana (FEM GDT Siliana)

Revue à Mi-Parcours (RMP)

Version Finale

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 20-29 janvier 2014

Date du document: 3 avril 2014

No. du Projet:

No. du rapport:

Division Proche Orient, Afrique du Nord et Europe
Département de la gestion des programmes

Table des matières

A.	Introduction	4
B.	Vue d'ensemble du projet	6
C.	Produits et Résultats	11
D.	Aspects fiduciaires	21
E.	État d'avancement de l'exécution du projet	23
F.	Durabilité	25
G.	Autres	26
H.	Conclusion et Recommandations	27

Annexes

Annexe 1. TdR de la Revue à Mi Parcours

Annexe 2. Itinéraire de la mission de RMP et personnes rencontrées

Annexe 3. TdR pour l'appui technique et de gestion du Projet FEM

Annexe 4. Proposition pour le Renforcement du Système de Suivi et Evaluation du Projet FEM

Annexe 5. TdR pour l'évaluation du potentiel de reconversion d'une zone humide dans la plaine de Bouarada

Annexe 6. TdR pour Etablir un Plan d'Action Prioritaire Pour la mise en œuvre du Plan d'Aménagement du Parc National de Jbel Esserj

Annexe 7. Propositions générales pour la mise en place du PTBA 2014-2016

Liste des Acronymes

AEP	Alimentation en Eau Potable
AFA	Agence Foncière Agricole
AFD	Agence Française de Développement
AGR	Activités Génératrices de Revenus
CES	Conservation des Eaux et des Sols
CRDA	Commissariat de Développement Agricole
DGEQV	Direction Générale de l'Environnement et de la Qualité de Vie
FEM	Fonds Mondial pour l'Environnement
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
DGFIOP	Direction Générale de Financement, Investissement et Organismes Professionnels
GDA	Groupeement de Développement Agricole
GDT	Gestion Durable des Terres
GRN	Gestion des Ressources Naturelles
MA	Ministère de l'Agriculture
MICI	Ministère de l'Investissement et de la Coopération Internationale
ME	Ministère de l'Environnement
MF	Ministère des Finances
OEP	Office de l'Elevage et du Pâturage
ODNO	Office de Développement du Nord Ouest
PDAI II	Projet de Développement Agricole Intégré de Siliana (Phase II)
PDP	Plan de Développement Participatif
RMP	Revue à Mi Parcours
S&E	Suivi et Evaluation
TdR	Termes de Référence
UPLC	Unité de planification Locale et de Coordination

Carte 1. Zone d'intervention du PDAI II et du Projet FEM



Source: FIDA

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

A. Introduction¹

Introduction du Projet

1. Le projet de **Soutien à la Gestion Durable des Terres dans le Gouvernorat de Siliana** est une partie intégrale du Projet de Développement Agricole Intégré Phase II dans le Gouvernorat de Siliana (PDAI-II).
2. Le Projet FEM a été approuvé par le FEM en 2008, et entré en vigueur en septembre 2010 pour une durée de 5 ans. L'achèvement du Projet FEM est ainsi prévu en septembre 2015, et le Projet sera clôturé en mars 2016.
3. La conception du Projet FEM est basée sur un financement de la part du FEM qui s'élève à \$US 5 millions, et un cofinancement de la part de plusieurs bailleurs d'un montant de \$US 27 million tel qu'il est présenté dans le Tableau 1 ci-dessous. Ainsi le montant total du Projet FEM est autour de \$US 32 million. Il faut noter que le cofinancement du Projet FEM par les des différents bailleurs du PDAI II ne représente pas la totalité des financements du PDAI II, le cofinancement du Projet FEM reste inférieur au financement total du PDAI II qui s'élève à \$US 40 million. Ceci est justifié par le fait que les objectifs du Projet FEM ne couvrent pas tous les objectifs envisagés par le PDAI II (en autre terme les objectifs du Projet FEM sont plus limités que celles du PDAI II).
4. Dans le contexte d'un financement FEM, ceci est important pour définir « les frontières du système » du Projet FEM et qui correspondent en partie avec les objectifs et les résultats du PDAI II. Le Projet FEM est ainsi une partie intégrale du PDAI II, même s'il est limité à un objectif spécifique et qui vise à « améliorer la durabilité de la gestion des terres sur les terres de cultures pluviales et sur les terres de parcours forestières ainsi que de renforcer la conservation de la biodiversité sur les terres de parcours et les superficies boisées » dans la même zone géographique que celle du PDAI II.
5. Le projet est mis en œuvre conjointement par le Ministère de l'Environnement à travers la DGEQV et le Ministère de l'Agriculture à travers la DGFIOP au niveau central et le CRDA à Siliana au niveau régional.

Tableau 1. Sources de cofinancement du Projet FEM Siliana et de financement du PDAI II

	Cofinancement du Projet FEM Siliana² (\$US)	Financement du PDAI II³ (hors FEM) (\$US)
Sources de financement	Budget	Budget
Gouvernement	6 066 000	8 940 000
FIDA	10 998 000	20 490 000
AFD	4 555 000	6 000 000
BENEFICIAIRES	5 736 000	5 250 000
Total Cofinancement	27 355 000	40 680 000

¹ L'équipe de la RMP est constituée de Mme Lamia Mansour, chef de la mission de RMP, Mr. Ghoudi Zine el Abidine, Point Focal du FIDA en Tunisie chargé du support logistique et de la coordination avec les autorités locales, Mr. Jacopo Monzini, Expert en Gestion des Projets et représentant du FIDA/NEN/ECD.

² FIDA, 2008. Document de conception du projet FEM. Mai 2008

³ FIDA, 2013. Aide Mémoire de la mission de supervision du PDAI de novembre 2013

Objectif et méthodologie de l'évaluation

6. Le plan de Suivi et Evaluation (S&E) du projet prévoit une de Revue à Mi Parcours suivant les directives du FEM et du FIDA afin de réexaminer la conception et la structure initiales du projet en vue de (i) mesurer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des activités, la gestion financière et administrative, avec des indicateurs précis, (ii) d'identifier les contraintes et sur base de cette évaluation, de (iii) redéfinir les activités à réaliser au cours de la deuxième période du projet. Les TdR de la RMP sont présentées dans l'**Annexe 1** de ce rapport.

7. La RMP vise également à assurer une cohérence entre les conditions du FIDA tels qu'ils sont définis dans les TdR de la RMP et les critères minimaux du FEM pour l'évaluation des projets financés par le FEM. Ces critères sont focalisés sur 3 aspects principaux: (i) Evaluation des extrants et effets ciblés obtenus et attribution des notes correspondantes. Pour cela, le cadre logique du projet a servi comme base de l'évaluation du statut d'exécution de l'objectif et des résultats du projet sur la base des indicateurs d'impacts qui ont été définis dans le cadre logique du projet ; (ii) Evaluation de l'Efficacité, Efficience, S&E, Durabilité, Pertinence et Impact et attribution des notes correspondantes telle qu'elles sont définies dans le Tableau 3 ci-dessous ; (iii) Evaluation des modalités financières du projet, afin d'analyser les dépenses effectuées sur le financement FEM au niveau de chaque composante ainsi que l'état du cofinancement du projet.

Tableau 3. Critères à noter requises par le FEM et échelle à suivre⁴

Notes pour les critères de Résultats, Efficacité, Efficience, S&E et Agence d'Exécution:	Notes pour les critères de la Durabilité:	Notes pour les critères de la Pertinence et de l'Impact:
6. Hautement Satisfaisant (HS): pas de contraintes 5. Satisfaisant (S): contraintes faibles 4. Moyennement Satisfaisant (MS) 3. Moyennement Non-Satisfaisant (MN): contraintes significatives 2. Non-satisfaisant (N): problèmes majeurs 1. Hautement Non-satisfaisant (HN): problèmes sévères	4. Probable (P) : risques négligeables pour la durabilité 3. Moyennement Probable (MP): risques moyens 2. Moyennement Non-Probable (MN): risques significatifs 1. Non-Probable (N): risques sévères	Notes de la Pertinence : 2. Pertinent (P) 1. Non-Pertinent (NP) Notes de l'Impact: 3. Significatif (S) 2. Minimal (M) 1. Négligeable (N)

8. La revue à mi-parcours a suivi une approche participative qui implique une consultation et une collaboration des principales parties prenantes à l'exécution du programme (le gouvernement, les bailleurs de fonds, la coordination du programme, les partenaires et les bénéficiaires).

9. La mission a travaillé sous la supervision du FIDA et en étroite collaboration avec les autorités Tunisienne et l'équipe de projet. La durée totale de la RMP a été planifiée du 20-29 janvier 2014 et était organisée de façon à rencontrer les partenaires du projet au niveau national ainsi que régional ainsi que permettre à l'équipe de la mission d'effectuer des visites de terrain à Siliana pour acquérir une meilleure appréciation des résultats du Projet.

10. L'équipe de la RMP a été composée par un chef de mission responsable de la planification et de l'organisation du travail; ainsi que des aspects techniques, organisationnels et de formation liées aux activités du Projet FEM et du dialogue avec les autorités et les bénéficiaires et qui est chargé de la compilation du rapport final. L'équipe de la RMP a également inclus le Point Focal du FIDA en Tunisie chargé du support logistique et de la coordination avec les autorités locales ainsi qu'un Expert en Gestion des Projets et représentant du FIDA/NEN/ECD.

11. La méthodologie de la RMP s'est basée sur les actions suivantes: (i) des actions préalables, qui ont assurées à l'équipe de la RMP une mise à disposition des documents et rapports techniques

⁴ 2011, Bureau de l'évaluation du Fonds pour l'environnement mondial. La Politique en matière de suivi et d'évaluation du FEM. Document d'évaluation n° 4. Novembre 2010.

et financiers pour la bonne préparation et le bon déroulement de la RMP; (ii) une visite du projet, qui a permis à effectuer les consultations nécessaires avec le gouvernement et avec les partenaires (publics et privés) du projet ainsi qu'une visite de terrain pour constater les réalisations, les succès et les contraintes, les entretiens avec les bénéficiaires et l'administration locale, (iii) une réunion de restitution des recommandations préliminaires de la RMP lors d'un atelier qui a été organisé par le projet pour la discussion des recommandations. L'**Annexe 2** de ce rapport présente le programme de la visite du projet et la liste des personnes rencontrées lors de cette visite.

12. Une ébauche du rapport de la RMP a été discutée avec le FIDA en février 2014 et sera soumise aux partenaires du Projet FEM pour avis et commentaire. La finalisation du rapport de la RMP prendra en compte les orientations des partenaires du Projet.

B. Vue d'ensemble du projet

Contexte sociopolitique en Tunisie

13. L'examen à mi-parcours de la composante FEM du PDAI Siliana vient après trois ans de la date de la révolution sociopolitique en Tunisie. Depuis la révolution du 14 janvier 2011, six Gouvernements ont été successivement mis en place en Tunisie, dont la dernière a été installée en fin janvier 2014. Depuis, la Tunisie a connu un grand acquis en terme de démocratisation et liberté d'expression, mais en terme de développement socio-économique, les indicateurs sont encore en dessous des aspirations, et le rythme d'exécution de tous les projets de développement reste loin du rythme normal, soit pour le budget de l'Etat, soit pour les financement extérieurs des différents bailleurs de fonds. Le Projet FEM n'a pas fait l'exception, malgré les efforts déployés. La signature de la convention de financement du Projet FEM eu lieu en juin 2010 et a coïncidé avec les premières manifestations socio-économiques en Tunisie et, l'entrée en vigueur, déclarée en septembre 2010, était en pleine révolution et changement du régime politique.

14. Malgré la chute du régime politique en janvier 2011, l'instabilité socioéconomique, ayant pour origine, l'impatience de la population qui exige une amélioration des conditions de vie dans les plus brefs délais, les retards accusés dans l'exécution des investissements, et les tensions politiques entre le Gouvernement et l'opposition, s'est matérialisée par des manifestations régionales qui ont touché plusieurs Gouvernorats, en particulier, Gafsa, Sidi Bouzid, Gabès, Kasserine, et Siliana et qui ont duré le long des années 2011-2013, ce qui a accentué les retards de mise en œuvre des projets de développement dans ces régions. D'ailleurs, le Projet FEM, n'a pu commencer ses premières réalisations sur le terrain qu'en fin 2012 et 2013.

Raison d'être et Justificatifs du Projet FEM

15. Le Projet FEM a effectué une analyse approfondie du problème de dégradation des terres a Siliana en vue d'identifier les modalités pour l'intégration de la GDT et la GRN dans le cadre du PDAI II. Cette analyse a montré que « *la dégradation des terres est un grave problème très répandu dans le Gouvernorat de Siliana avec 72% de l'ensemble des terres du Gouvernorat du Siliana entrant dans la catégorie des terres modérément à sévèrement dégradées. Sur l'ensemble de la région du Siliana, environ 300 000 ha (65%) sont considérés comme sujets ou affectés par l'érosion hydrique* »⁵.

16. Cette analyse a identifié les barrières et les solutions possibles pour l'intégration de la GDT dans le cadre du PDAI II. Ainsi, quatre catégories principales de barrières/goulots d'étranglement pour l'intégration de la GDT dans le PDAI II ont été identifiées et sont les suivantes:

- i. Au niveau de l'environnement favorable, les barrières comprennent le cadre juridique, la gestion des connaissances et S&E, les institutions et vulgarisation agricole et la planification participative.

⁵ Idem référence 2.

- ii. Au niveau des terres agricoles, la barrière principale est la fragmentation des terres.
- iii. Au niveau des terres sylvo-pastorales, les barrières comprennent l'inadéquation des systèmes de gestion sylvo-pastorale actuels, la capacité insuffisante des communautés sylvo-pastorales, l'absence d'alternatives économiques.
- iv. Au niveau de la conservation de la biodiversité, les barrières comprennent les espèces menacées et la perte d'habitats due aux pratiques non durables et au manque de zones protégées, la faible couverture des zones protégées et du statut juridique du Jbel Esserj, le manque d'incitations et la faiblesse des capacités et institutionnelles.

17. Le Projet FEM est ainsi justifié comme une réponse pour éliminer les barrières relatives à la dégradation des terres et qui sont conformes avec les Objectifs et les Programme Opérationnel du FEM pour la gestion durable des terres (LD-SP1) et de la conservation de la biodiversité (BD-SP3) en associant le financement FEM avec le PDAI II pour valoriser des principes fondamentaux de la GDT et la GRN.

Objectif et composantes du Projet

18. L'objectif du Projet FEM est d'apporter des solutions à la dégradation des terres et les pertes en biodiversité dans les écosystèmes du nord du pays en atteignant les objectifs suivants: (i) adoption d'une planification de l'utilisation des terres et d'une gestion améliorée des eaux, (ii) augmentation des investissements GDT dans des domaines productifs, tout en améliorant les conditions de vie des foyers aux revenus moyens et bas; et (ii) renforcement de la protection d'écosystèmes montagneux sylvo-pastoraux au sein du système national de zones protégées.

19. Le projet est structuré autour de cinq composantes complémentaires qui sont détaillées dans le document du projet et son cadre logique et qui sont les suivantes:

- i. Composante 1: Renforcement de cadres politiques et de planification pour l'intégration de la GDT
- ii. Composante 2: GDT intégré aux activités agricoles
- iii. Composante 3: Intégration de la GDT aux activités sylvo-pastorales
- iv. Composante 4: Conservation de la biodiversité à Jbel Esserj
- v. Composante 5: Gestion intégrée du Projet.

20. La stratégie du projet permet un ancrage politique et institutionnel des principes de la GDT à travers les différentes composantes et activités avec une allocation de 28% du budget du projet sur la composante 1, mais se concentre surtout sur la mise en œuvre de meilleures pratiques de la GDT dans les écosystèmes agricoles et sylvo-pastoraux avec une allocation de 55% du budget du projet sur les composantes 2 et 3, telle que c'est présenté dans le Tableau 4 ci-dessous.

Tableau 4 Distribution budgétaire au niveau de chaque composante du projet

	Montant alloué (\$US)	% du budget total
Composante 1	1 390 000	28
Composante 2	1 520 000	30
Composante 3	1 255 000	25
Composante 4	400 000	8
Composante 5	435 000	9
Total	5 000 000	100

21. L'investissement FEM permettra ainsi d'encourager les utilisateurs des terres de Siliana à utiliser non seulement de meilleures pratiques de GDT, mais aussi des nouveaux concepts techniques tels que l'agriculture de conservatrice et l'agriculture biologique. Ces concepts peuvent être appliqués aux cultures annuelles comme les céréales, tout comme aux cultures pérennes comme l'olive ou encore pour l'amélioration des terres de parcours.

22. Les expériences et les enseignements tirés de ces démonstrations devraient pouvoir être reproduits/élargis dans l'ensemble de la zone du projet (avec le soutien de toutes les composantes du projet). Elles permettront aussi de fournir des recommandations pour l'intégration de cette approche et l'élargissement de la GDT aux autres systèmes agricoles du pays, hors de la zone du projet, qui sont affectés par les mêmes problèmes ou enclins à la dégradation des terres.

23. Le projet devrait également introduire les concepts de planification participative et de plans de gestion participative pour l'utilisation durable des ressources naturelles. Plus spécifiquement, le projet promouvra l'élaboration de plans de gestion participative des terres sylvo-pastorales et de la gestion participative et durable de zones protégées, ainsi que la conservation de la biodiversité d'importance mondiale.

Zone du projet et groupes bénéficiaires

24. La zone d'intervention du Projet FEM (présentée dans la Carte 1) est identique à celle du PDAI II. Le Projet couvre ainsi 54 secteurs (Imadats) comprenant 63% du Gouvernorat de Siliana avec une superficie de 278,223 ha.

25. L'utilisation des terres présentée dans le Tableau 5 ci-dessous indique qu'environ 183,329 ha (65%) des terres sont des terres agricoles dont 6 124 ha (2,2%) seulement sont irrigués et 44,234 ha (15,9%) sont laissés en jachère. Environ un tiers des terres sont recouvertes par les forêts et/ou les arbustes (81,485 ha) ou consistent en terres de pâturages ouvertes (13,409 ha). Pratiquement toutes les terres forestières et les zones arbustives sont domaniales et sont ouvertes aux pâturages. Les terres de parcours ouvertes aux pâturages appartiennent à la fois à l'Etat et à des personnes privées. La majorité des sentiers sur les terres de parcours privées appartiennent à plusieurs familles ou à des clans et sont exploitées collectivement.

Tableau 5. Type d'utilisation des terres dans la zone du Projet et leurs superficies⁶

Utilisation des terres	Superficie (ha)	% de la superficie
Cultures pluviales	101 960	36,6
Cultures arboricoles pluviales	31 011	11,1
Terres irriguées	6 124	2,2
Jachères	44 234	15,9
Sous-total des terres agricoles	183 329	65,9
Terres boisées	81 485	29,3
Terres de parcours naturelles	13 409	4,8
Total	278 223	100

26. Sur une population totale de 28 000 ménages, les activités du FEM couvriraient le même nombre de bénéficiaires que le PDAI II qui s'élève à 15 000 ménages suivant une approche par phase selon les groupes prioritaires. Ce contingent comprend les populations rurales les plus pauvres de 54 Imadats, intégrant ceux qui ont le moins accès aux services, le plus grand pourcentage de petits exploitants et ce qui souffrent fortement de l'érosion et du chômage. Toutefois, la dégradation

⁶ Idem référence 2

des terres ainsi que la protection de la biodiversité va au-delà des questions de pauvreté et concerne tous les utilisateurs de ressources du Gouvernorat mais aussi du pays.

27. Ainsi, les financements additionnels du FEM cibleraient par le biais d'investissements de formation «sur le terrain » environ 6 000 ménages d'agriculteurs, toute la population d'éleveurs de bétail, soit 7500 familles dans 54 secteurs ciblés, ainsi que toutes les 1 500 familles vivants ou qui gagnent leur vie dans la zone de Jbel Esserj. Par ailleurs, un certain nombre d'activités 'douces' et d'effets induits (recherches sur les mesures politiques, S&E, gestion des connaissances, planification de l'utilisation des ressources, développement institutionnel, amélioration des services liés à l'écosystème et protection de la biodiversité) auraient un effet bénéfique national et mondial.

Initiation et durée du projet

28. Le Projet FEM a accusé une longue durée de préparation allant de 2005 à 2008, pour la mise en œuvre de la phase PDF-B du projet. Le financement du Projet a été approuvé par le FEM en 2008 mais sa mise en vigueur n'a commencé qu'en septembre 2010.

29. Bien que cette phase de préparation du projet a permis une bonne identification de la stratégie et des activités du Projet, elle aussi eu des effets négatifs, surtout au niveau de la complémentarité et dans la mise en œuvre de sources de cofinancement a travers le PDA II qui sera achevé en décembre 2014. Ceci aura également des implications sur les modalités de l'exécution du Projet FEM qui est étroitement associé au PDAI II. Les échéances du Projet FEM n'ont ainsi pas pu être harmonisées avec celles du PDAI II (comme indiqué dans le Table 6 ci-dessous).

30. Il est ainsi prévu que le Projet FEM continue au delà de la durée de vie du PDAI II, malgré une prolongation de 18 mois du PDAI II qui a été approuvée par le FIDA suite à l'évaluation à mi-parcours du PDAI II en décembre 2012. Bien que la prolongation du PDA II n'est pas alignée avec la durée de vie du Projet FEM, l'unité d'exécution de projet au niveau du CRDA de Siliana qui est une unité par objectif se termine en 2016 pourra assurer une continuité des activités du Projet FEM.

Tableau 6. Echéances du Projet FEM comparées a celle du PDA II

	Approbation du FEM	Mise en vigueur	Durée Initiale	Durée actuelle	Achèvement	Clôture
Projet FEM	Septembre 2008	Septembre 2010	5 ans		Septembre 2015	Mars 2016
PDAI II	Décembre 2005	Juin 2007	6 ans	7,5 ans	Décembre 2014	Juin 2015

Aspects importants relatifs à la conception du Projet FEM

31. La préparation approfondie du Projet lors de la phase PDF-B a permis d'organiser des réunions participatives avec les bénéficiaires et les concernés et à travers des visites de terrain, ainsi que des études de faisabilité qui constituent une base de travail importante tel que les études suivantes :

- Une étude préliminaire pour la transformation de la réserve Jbel Esserj en un Parc national a été réalisée avec le soutien de l'aide japonaise. Cette option a été explorée par la suite durant la phase PDF-B du Projet et a permis de commencer un processus participatif impliquant les communautés concernées pour définir les limites du parc, entre autres les zones tampon et de transition, et pour développer l'écotourisme.
- Durant le PDF-B, les études ont aussi permis de faire des recherches sur les micro-entreprises à développer pour générer des moyens d'existence alternatifs. Une étude spécifique a été menée pour savoir quelles options commerciales pouvaient être adoptées. L'étude s'est

intéressée: (a) au recyclage des déchets en plastic; (b) à l'élevage des escargots; (c) à la distillation des plantes aromatiques ou médicinales.

32. Le Projet a également fourni dans son document de conception une analyse détaillée concernant toutes les initiatives nationales et relatives à la désertification et aux questions de la GDT, ainsi qu'une analyse détaillée des problèmes et solutions relatifs à la GDT et à la conservation de la biodiversité et la GRN.

33. Tout de même, la RMP soulève un aspect critique concernant la conception du Projet et qui est le fait que *l'objectif et les résultats attendus du Projet sont très ambitieux dans le contexte institutionnel et technique des partenaires du Projet.*

34. Le Projet *couvre un spectre très large de la GDT et de la GRN*, l'objectif du Projet est d'apporter des solutions à la dégradation des terres et les pertes en biodiversité dans les écosystèmes du nord du pays en intervenant au niveau de toutes les barrières qui affectent la GDT et GRN y inclus le renforcement des cadres politiques et de planification pour l'intégration de la GDT ; l'intégration de la GDT dans les activités agricoles, l'intégration de la GDT dans les activités sylvo-pastorales et la Conservation de la biodiversité.

35. Lors de la conception du Projet, une évaluation détaillée a été effectuée sur les « Causes profondes de la dégradation des terres –pertes en biodiversité, impacts biophysiques, barrières, solutions et base de référence » et qui est présentée dans son Annexe E. Cette évaluation a soulevé plusieurs faiblesses et lacunes pour la gestion des terres agricoles, des terres sylvo-pastorales et pour la conservation de la biodiversité sur les niveaux techniques ainsi qu'institutionnels.

36. A titre d'exemple, l'évaluation des « Causes profondes de la dégradation des terres –pertes en biodiversité, impacts biophysiques, barrières, solutions et base de référence » a identifié et détaillé plusieurs barrières pour la gestion durable des terres agricoles qui ont été soulevées au niveau suivants :

- Approche sectorielle non-participative à la planification
- Disfonctionnement de la vulgarisation agricole
- Manque de mesures incitatives
- Faibles capacités institutionnelles
- La redistribution des terres n'est pas développée
- Cadre juridique faible
- Sensibilisation insuffisante
- Lacunes dans le S&E
- Planification de l'utilisation des terres faible
- GDT et planification du développement
- Recherche faiblement ciblée
- Manque d'alternatives économiques
- Savoir-faire et gestion des connaissances faibles

37. Un nombre important de barrières et de difficulté a été également identifié et détaillé concernant la dégradation des terres de parcours et des terres boisées ainsi que concernant la conservation de la biodiversité.

38. Il est ainsi difficile de prévoir qu'un cadre de travail aussi ambitieux peut être planifiée sur la base d'une analyse des problèmes qui a confirmée les faiblesses techniques et institutionnelles pour la GDT et la conservation de la biodiversité. Il est également difficile de projeter de répondre à toutes les barrières identifiées pour l'intégration de la GDT et la conservation de la biodiversité dans un délai limité et avec des moyens limités.

39. Ceci est encore plus complexe à atteindre compte tenu du fait que la conception du Projet a soulevé les difficultés rencontrées dans le cadre des projets du FIDA en Tunisie au niveau institutionnel et qui a identifié le fait que « *Les projets ont été généralement isolés de leur environnement institutionnel global et ont seulement établi une coopération limitée avec les autres parties prenantes locales de développement* »⁷.

⁷ FIDA, 2003. Evaluation du programme national du FIDA. 2003

C. Produits et Résultats

Approche du suivi des résultats du projet

40. Cette section concerne le suivi de l'état de réalisation des résultats du financement FEM du Projet au niveau de chaque composante. Il faut noter qu'à ce jour, le Projet a suivi la réalisation des activités prévues au niveau de son plan de travail et non pas à travers des indicateurs d'impact identifiés au niveau du cadre logique du Projet.

41. Ainsi l'analyse des résultats sera effectuée en fonction de la réalisation des activités et des enjeux rencontrés pour l'aboutissement des résultats attendus au niveau de chaque composante, et permettra une consolidation de l'appréciation des résultats au niveau global du projet. La base des informations obtenues pour compiler cette section est basée sur une triangulation des informations tirées de plusieurs rapports ainsi que des échanges et discussions tenues lors de la mission de la RMP.

42. Cette section servira également à revoir le système S&E du Projet en suivant les indicateurs initiaux prévus au niveau du cadre logique du projet en vue de proposer un nombre restreint d'indicateurs qui pourront servir comme base du système S&E du Projet et qui sont présentés dans l'**Annexe 4** du rapport (Propositions pour le Système de Suivi et Evaluation du Projet FEM Siliana).

Résultats de la Composante 1: Cadres pour une politique de renforcement et de planification en faveur de l'intégration de la GDT

43. Cette composante constitue un pilier important du Projet, en termes de renforcement institutionnel et politique pour la GDT et a prévu atteindre les résultats suivants :

- Influence relative pour améliorer le cadre juridique national.
- Un système national de gestion de l'information et des connaissances sur l'environnement et la GDT regroupant les différentes parties prenantes est mis en place, y compris le S&E environnemental.
- La stratégie nationale pour mettre en œuvre un système de conseil pluraliste est renforcée.
- La participation des utilisateurs actuels des terres pour planifier et évaluer la valeur de l'écosystème et du développement durable est évidente.
- Harmonisation et alignement avec les activités environnementales du MENARID.

44. L'analyse des résultats de cette composante lors de la RMP sont présentés dans le Tableau 7 ci-dessous et ont indiqué que peu de progrès ont eu lieu au niveau de cette composante. Les raisons de cette situation peuvent être résumées par les aspects suivants :

- La distribution des responsabilités entre le ME (DGEQV) et le MA (CRDA) n'a pas permis une bonne coopération entre les partenaires du Projet pour la définition des actions de renforcement des capacités malgré la coordination entre la DGEQV et le CRDA qui est assurée par le coordinateur national du projet,
- Une faiblesse technique dans l'identification et la définition des interventions requises,
- Un manque d'appréciation de l'importance des actions au niveau de cette composante et un manque de précision en terme de la priorisation des activités.

Tableau 7. Suivi des résultats de la Composante 1

Indicateur initial	Réalisations
1-2 propositions pour les amendements sur les barrières à la GDT développées et reconnues au niveau politique	Des TdR pour «L'étude de l'adaptation de l'environnement juridique et institutionnel en vue d'intégrer la GDT et la conservation/valorisation durable de la Biodiversité » ont été préparées lors de la RMP du PDAI II ⁸ mais n'ont pas été mises en œuvre.
Un système d'information et de Gestion des Connaissances concernant la GDT et BD	Les TdR pour le système de GC ont été préparés mais des améliorations doivent être apportées sur leur contenu pour répondre aux objectifs du Projet. Un appel d'offre (AO) pour la GC a été lancé et a été déclaré infructueux et les TdR sont en cours de révision pour relancer l'AO.
Un système national de vulgarisation /de conseil adopte la GDT et les approches de conservation de BD	Une formation sur le GIS a été effectuée en 2014 et d'autres formations sont prévues sur les thématiques de pédologie et analyse des sols, mais aucune étude d'évaluation des besoins en formation n'a été effectuée
Nombre de Projets de développement agricole/rural intégrés actuels incluant des approches et mesures sur la GDT	Des équipements de base ont été acquis pour le laboratoire d'analyse du sol, mais ne permettent pas d'améliorer significativement les performances de ce dernier dans l'exécution des analyses concernant la dégradation et l'état des sols dans la région de Siliana.
15 Plans de développement local (PDL) formulés incluant les principes éco systémiques et avec une forte participation des utilisateurs des terres et de l'eau	Etant donnée les retards de mise en vigueur du financement FEM, les 15 PDP prévu sur les ressources du FEM ont été financés par les ressources du prêt FIDA et par le budget de l'Etat.

45. Il est tout de même essentiel que le Projet puisse recadrer les interventions prévues au niveau de cette composante et commencer par définir des bases de travail solides pour la mise en œuvre des activités prévues au niveau de cette composante. La RMP a identifié l'appui technique requis (présenté dans **l'Annexe 3** du rapport) pour établir des bases de travail dans la définition des TdR nécessaires et lancer les activités au niveau de cette composante. Ceci concerne les activités prioritaires suivantes au niveau de cette composante:

- i. *Mettre à jour et lancer les TdR de «L'étude de l'adaptation de l'environnement juridique et institutionnel en vue d'intégrer la GDT et la conservation/valorisation durable de la Biodiversité »* qui ont été préparées lors de la RMP du PDAI II mais n'ont pas été mises en œuvre.
- ii. *Etablir et mettre en œuvre un plan de formation pour la GDT et la GRN.* Ceci doit commencer avec une évaluation des besoins en formation concernant la GDT et GRN pour établir un plan de formation spécifique sur la base des actions déjà établis ou en cours de planification par le PDAI II et sa composante FEM. Ceci doit prendre en compte la continuité des formations et l'implication des institutions nationales pertinente dans la durabilité des formations. L'annexe 3 précise l'importance d'une étroite collaboration avec les partenaires du Projet spécifiquement ceci devra prendre en compte les actions au niveau des institutions suivantes : le Pôle de recherche du NO, le CTAB, l'INGREFF et l'OEP. Comme c'est le cas dans le Projet de Gestion des Ressources Naturelles II «PGRN II », l'identification des besoins en formation peut être faite par le biais d'un recueil qui sera assuré par l'administration. La fiche « d'identification des besoins » proposée par la mission de la BM est valable. Ensuite un bureau d'Etudes/de formation sera recruté pour assurer les formations proprement dites.
- iii. *Définir les éléments et outils nécessaires pour la mise en place d'une base pour la gestion des connaissances en GDT.* Lancer une étude sur l'état de la gestion des connaissances en

⁸ FIDA, 2013. Rapport de mission d'examen a mi-parcours du PDAI II du 20 décembre 2012 au 20 janvier 2013. Mars 2013

matière de GDT en se basant sur celle effectuée par Karianet sur l'étude des connaissances en matière de sécurité alimentaire⁹. Sur la base d'une telle étude, il sera possible d'établir la structure et le contenu d'une plateforme de connaissance requise ainsi que l'opérateur de site web si un tel instrument est nécessaire. Cette étude devra également identifier les besoins en outils d'information et de communications nécessaires à produire dans le contexte de la gestion des connaissances relatives à la GDT.

- iv. *Renforcer le Système de Suivi et Evaluation.* Valider au niveau des partenaires du Projet la proposition pour les indicateurs d'impact du Projet FEM qui a été préparée par la RMP pour renforcer les aspects S&E en concertation avec l'UPLC et les partenaires du Projet (voir Annexe 4). Ceci doit assurer la mise en œuvre des recommandations de la RMP concernant le Système S&E ont porté sur les aspects suivants: confirmation des indicateurs proposés par la RMP au niveau du cadre logique du Projet FEM, établir les études de référence au niveau socio-économique ainsi que le suivi de l'impact du Projet en termes de GDT et GRN, développer la cartographie et délimitation des sites d'intervention du projet.

Résultats de la Composante 2: Intégration de la GDT dans les activités agricoles

46. Cette composante a prévu les résultats suivants:

- Des mesures incitatives en faveur de la GDT tenant compte des impacts et adaptées localement sont promues dans les zones de cultures pluviales pour réduire la pression sur les ressources en terre.
- La valeur ajoutée des ressources des terres en liant la GDT dans les activités de regroupement des terres et les travaux de consolidation des sols et de l'eau (CSE).
- Moyens d'existence des utilisateurs des terres locaux améliorés.
- Alignement avec les résultats du MENARID prévu.

47. L'analyse des résultats de cette composante lors de la RMP sont présentés dans le Tableau 8 ci-dessous et ont indiqué les résultats suivants :

- Les activités lancées comprennent des travaux de consolidation CES et des travaux de remembrement, les journées de formations en biodiversité et pour les agriculteurs bio et les dépliantes en agriculture bio ;
- La superficie des travaux de consolidation CES reportée est de 700 ha ;
- Les superficies planifiées par le Projet pour les interventions agricoles sont presque la moitié des cibles du Projet à cause des contraintes budgétaires. Aucun suivi géographique, socio-économique ou biophysique de l'impact des interventions planifiées n'a été prévu à l'exception des remembrements des terres;
- Les actions relatives à l'appui institutionnel (formations, récompenses des fermiers, coopération avec le MENARID) n'ont pas progressé.

⁹ Karianet, 2011. Etude de la Cartographie des Connaissances en Matière de sécurité Alimentaire, de Développement des Entreprises Rurales et de la Gestion des Connaissances en Tunisie. Elaborée par Youssef Saadani. FIDA/CRDI

Tableau 8. Suivi des résultats de la Composante 2

Indicateur initial	Réalisations
1 000 ha pour l'agriculture organique	500 ha seront couverts a travers une convention avec le Centre Technique d'Agriculture Biologique (CTAB) pour la réalisation d'un programme de promotion d'agriculture biologique est en cours de signature.
1 500 ha pour l'agriculture de conservation	600 ha seront couverts à travers une convention avec le centre de formation el Guentra-AVFA pour la promotion de l'agriculture de conservation est en cours de finalisation.
200 ha d'agro-biodiversité	150 ha de variété weslati autochtone a été planté avec une densité de 100 plants/ha
200 ha de réduction de l'évapotranspiration	100 ha seront couverts à travers une convention avec l'INGREF en cours de négociation.
1 500 ha de terre regroupés	1500 ha de travaux de remembrement financés par le GEF concernent deux secteurs sont entamés en juillet 2011. Le taux de réalisation est de 50%.
1 600 ha avec des travaux de consolidation des CES	Réalisation des actions de consolidation des ouvrages de CES : - en 2011-2012, l'acquisition de 30 milles plants d'oliviers variétés Chetoui et 10 mille plants variétés Chemlai a été réalisé, 300 ha ont été consolidé - en 2013, un appel d'offre a été lancé pour l'acquisition de 40 milles plants d'olivier de variétés Chetoui ainsi que 36 milles plants d'amandier variétés Mazetto sur franc (le contrat de marché est en cours de signature).pour consolider 400 ha
5-6 meilleurs fermiers récompensés sur les pratiques de GDT célébrés	Pas d'action reportée lors de la RMP
Formation de 200 groupes de fermiers	4 journées de formation ont été réalisée dans cette activité à savoir le pêcher de Bargou, le cerisier l'olivier Weslati et le figuier.
Alignement avec les résultats du MENARID prévus	Pas d'action reportée lors de la RMP

48. La RMP note l'importance d'assurer une cohérence dans la planification et la mise en œuvre des actions GDT dans les surfaces agricoles avec la stratégie du Projet et qui nécessite une réflexion sur les bases suivantes :

- i. *Il est essentiel de lier les actions financées par le FEM avec les besoins de la population locales tels qu'ils sont identifiés dans les PDP pour répondre à ces besoins et assurer la continuité des actions.* Pour cela, il est important de clarifier a quel niveau les activités agricoles ont contribué au demandes locales. A titre d'exemple, la demande locale pour le remembrement foncier identifiée dans les PDP s'élève à 20 000 ha, dont 1 500 ha seront réalisés sur le financement FEM et 1500 ha ont été réalisés sur les ressources du FIDA et le budget de l'Etat. Il serait ainsi pertinent d'étendre l'intervention du Projet au niveau de certaines interventions, tel que le remembrement foncier, pour mieux répondre aux besoins et consolider les résultats du Projet.
- ii. *Il est essentiel d'assurer un suivi géographique, socio-économique ou biophysique de l'impact des activités agricoles.* Les interventions planifiées par le Projet doivent être suivies de façon à mesurer l'impact de ces activités agricoles sur la GDT ainsi que sur la condition socio-économique de la population locale. Ceci permettra de disséminer et diffuser les pratiques a une échelle nationale. **Annexe 4** propose des indicateurs d'impact qui peuvent être utilisées au niveau des activités agricoles et qui ont été identifiés lors des discussions avec les partenaires du Projet.

49. La RMP note la demande de financer une partie du projet d'assainissement et de drainage de la plaine de Garaat Ennoum sous la composante FEM du PDAI II. Le projet d'assainissement et de drainage de la plaine de Garaat Ennoum entre dans le cadre du programme d'extension des superficies de céréales irriguées dans le gouvernorat de Siliana. Selon l'étude du projet

d'assainissement, la plaine de Garaat Ennoum possède un potentiel considérable en eau et en sol qui est non valorisé suite au problème de stagnation des eaux. En hiver, les eaux d'importantes crues entretiennent une zone de marécage dans la partie la plus basse de la plaine couvrant une superficie de l'ordre de 1.000 ha (dont une zone de 630 ha avec une durée de stagnation de plus de 2 mois).

50. Or l'investissement requis pour cette activité qui s'élève à \$1,25 million constitue plus que 20% du budget du Projet FEM et n'était pas prévu dans le cadre de ce Projet. La RMP considère que malgré la demande locale pour cette activité, son financement ne contribue pas directement à l'objectif et aux résultats identifiés dans le cadre du Projet FEM. Un tel remaniement budgétaire pourra même nuire à la disponibilité de ressources financières prévues pour d'autres activités dans le cadre du Projet.
51. Tout de même, et compte tenu du potentiel de reconversion d'une partie de cette plaine, surtout au niveau de la zone avec les longues durées de stagnation d'eau, de façon à sauvegarder une partie du marécage et des ses fonctions hydrologiques et biologiques comme zone humide, une étude pourra être effectuée sur le financement FEM pour évaluer une telle option. Les TdR d'une telle étude sont présentées dans l'**Annexe 5** de ce rapport.

Résultats de la Composante 3: Intégration de la GDT dans les activités sylvo-pastorales

52. Cette composante a prévu les résultats suivants:
 - Des systèmes de gestion sylvo-pastorale durables et des formes organisationnelles sont identifiés.
 - Les investissements selon leurs impacts et adaptés localement à la GDT sont promus sur les terres de pâturage.
 - La dégradation et l'utilisation non durable des terres collectives sont réduites.
 - Les moyens d'existence des utilisateurs des terres locaux sont améliorés.
 - Les micro-entreprises favorisant l'environnement sont développées pour réduire la pression sur les terres de parcours.
53. L'analyse des résultats de cette composante lors de la RMP sont présentés dans le Tableau 8 ci-dessous et ont indiqué les résultats suivants :
 - Les activités sylvo-pastorales se déroulent sans nécessairement être accompagnées par un plan de gestion sylvo-pastoral ;
 - Les liens entre les activités sylvo-pastorales et les demandes locales au niveau des PDP n'est pas clarifiée.
 - Le suivi géographique, socio-économique et biophysique de l'impact des interventions planifiées n'a pas été planifié à ce jour;
 - Les actions relatives à l'appui institutionnel (formations des bergers, préparation de plan de gestion sylvo-pastoral et l'appui technique aux micro-entreprises) n'ont pas progressé.

Tableau 8. Suivi des résultats de la Composante 3

Indicateur initial	Réalisations
1700 ha de gestion sylvo-pastorale durables et des formes organisationnelles sont identifiées (sur les terres privées et publiques et collectives)	1 050 ha a travers une convention d'amélioration pastorale avec l'OEP a été signée consiste au semi de 600 ha de cactus inerme et le resemis de 450 ha par des espèces fourragères, le taux d'avancement est de 40%
50 investissements réalisés pour réhabilitation des points et sources d'eau	Pas d'action reportée lors de la RMP
7 500 bergers sont formés sur la GDT des pâturages.	Pas d'action reportée lors de la RMP
La dégradation et l'utilisation non durable des droits collectifs sur les terres sont réduites	Elaboration et mise en œuvre d'un plan de réaménagement des pépinières et d'un programme de production des plants. 500 ha de reforestation dans le domaine pastoral Conduite de la consultation pour la préparation et l'appui à la mise en œuvre d'un plan d'aménagement et de gestion participative de 500 ha de parcours de droit communautaire dans le cadre de la création d'un GDA Une consultation sera lancée pour préparer un plan de gestion des zones identifiées afin de réaliser les actions d'améliorations pastorales sous la responsabilité de l'arrondissement des forêts de Siliana.
5 groupes de micro-entreprises d'activités naturelles développées pour réduire la pression sur les terres de parcours	Pas d'action reportée lors de la RMP

54. Comme pour la Composante 2, la RMP note l'importance d'assurer une cohérence dans la mise en œuvre des actions GDT dans les surfaces sylvo-pastorales avec la stratégie du Projet ce qui nécessite une réflexion dans la planification et la mise en œuvre des activités sur les bases suivantes :

- i. Il est important que le Projet présente toute documentation relative à cette composante dans le cadre de ses rapports avec la documentation de référence correspondante pour prendre en compte lors de la planification et du suivi de cette composante.
- ii. *Les activités sylvo-pastorales doivent être accompagnées par un plan de gestion sylvo-pastoral.* Le but des activités est de mettre en place un système de gestion durable sur les terres privées, publiques et communautaires. Le Projet doit appuyer les partenaires impliqués dans les activités sylvo-pastorales à renforcer les structures organisationnelles appropriées et adopter des plans de gestion participatifs au niveau de toutes les surfaces d'intervention.
- iii. *Fournir un appui technique pour le développement des micro-entreprises pour appuyer la GDT et la GRN.* La mission de supervision du PDAI en 2013 a recommandé d'engager une évaluation rapprochée pour tirer les leçons et proposer des mécanismes plus appropriés à la création de l'emploi et l'encadrement des projets actuellement en place. Des activités spécifiques sont précisées dans l'**Annexe 3**.
- iv. *Il est essentiel de lier les actions financées par le FEM avec les besoins de la population locales tels qu'ils sont identifiés dans les PDP pour assurer la continuité des actions.*
- v. *Il est essentiel d'assurer un suivi géographique, socio-économique ou biophysique de l'impact des activités sylvo-pastorales.* Annexe 4 propose des indicateurs d'impact qui peuvent être utilisées au niveau des activités sylvo-pastorales et qui ont été identifiés lors des discussions avec les partenaires du Projet.

Résultats de la Composante 4: Conservation de la biodiversité du Jbel Esserj

55. Cette composante a prévu les résultats suivants:

- Conservation de la biodiversité du Jbel Esserj ;
- Couverture améliorée des écosystèmes forestiers montagneux dans le système national des PN ;
- Capacité pour la gestion durable du PN développée et diffusée et l'information diffusée ;
- La biodiversité menacée est conservée et la gestion des biens est assurée d'une manière durable.

56. L'analyse des résultats de cette composante lors de la RMP sont présentés dans le Tableau 9 ci-dessous et ont indiqué les résultats suivants :

- Le plan d'aménagement du PN de Jbel Esserj a fourni une base de travail pour planifier et mettre en œuvre des actions prioritaires pour la conservation du PN qui ont été prises en charge par le don FEM tels que : le captage des 4 sources, aménagement et installation de 2 miradors, panneaux signalétiques d'indications, publications de documents de sensibilisation. D'autres activités ont été imputées sur le budget de l'Etat (tel que le complexe d'accueil...). Aussi il est à noter que le Plan de gestion et d'aménagement est en complémentarité avec les 4 PDPs déjà financé sur le projet PDAI II (PDP Sidi Hmada, Siliana Sud et Bargou);
- La participation locale a été initiée par le Projet lors de la préparation des PDP et du plan d'aménagement du PN;
- Un gestionnaire du PN a été nommé et une dizaine de gardiens permanents ont été recrutés sur le budget de l'Etat et qui sont déjà en place, de plus cette équipe sera renforcée par deux techniciens en écotourisme. Tout de même, le PN manque la présence d'une équipe de gestion du PN avec un mandat et des responsabilités clairs ainsi que des conditions de travail nécessaires pour être à proximité du PN et de la population locale ;
- Le Projet s'est focalisé sur la mise en œuvre de grands investissements au niveau du PN (dont certains ne sont pas prévus dans la conception du Projet, mais non objectés par les missions de supervision du FIDA) et qui n'ont pas été planifiés sur la base d'études de faisabilité économiques et environnementales rigoureuses (exemple la piste d'accès au PN et les travaux d'aménagement de quatre sources d'eau dans le PN).

Tableau 9. Suivi des résultats de la Composante 4

Indicateur initial	Réalisations
Un Parc national de 2500-3000 ha créé avec un plan de gestion du biotope développé	Le PN de Jbel Esserj a été créé en 2010 avec une superficie de 1700 ha. Un plan d'aménagement et de gestion participatif et intégré du PN de Jbel Esserj finalisé en Décembre 2013
1 500 familles impliquées et leurs moyens d'existence améliorés dans les zones tampon et de transition du parc de Jbel Esserj.	Des concertations ont été effectuées avec la population locales et les ONGS dans le cadre de l'élaboration du plan de gestion du PN et la préparation des PDPs.
Tout le personnel (5 personnes) du parc est formé et l'information sur le Parc est diffusée à travers l'aire du projet et au niveau national	Un gestionnaire du PN a été désigné. Des TdR pour une formation spécialisée et un voyage d'étude ont été élaborées mais ne répondent pas aux objectifs de gestion du PN ni aux objectifs du Projet (sur la base des recommandations ci-dessous). Conception et élaboration des documents d'information et de sensibilisation sur le PN de Jbel Esserj comprenant une publication et un CD interactif en septembre 2013
La protection des habitats des écosystèmes forestiers montagneux de la zone du projet conduit à la conservation d'au moins 5 espèces végétales prioritaires et au moins 2 espèces de faune	Mise en œuvre de travaux pour la réalisation de 3.5 km de piste pour faciliter l'axe au centre Eco-touristique du PN de Jbel Esserj lancés en 2013 Réalisation de deux miradors dans le PN de Jbel Esserj en 2013 Réalisation des travaux d'aménagement de quatre sources d'eau au parc national de Jbel Esserj lancés en 2013

57. Sur la base de l'analyse des activités effectuées et planifiées au niveau de cette composante, la RMP note l'importance d'assurer la cohérence des activités de cette composante avec l'objectif et résultats attendus du projet sur la base des principes suivants :

- i. *Etablir un Plan d'Action Prioritaire Pour la mise en œuvre du Plan d'Aménagement du Parc National de Jbel Esserj.* La RMP a fourni des TdR détaillées dans l'**Annexe 6** du rapport qui permettent d'assurer une vision stratégique et technique des actions prioritaires qui peuvent être financées par le Projet au niveau du PN. Ce plan d'action fournira les éléments nécessaires pour la mise en œuvre des activités suivantes :
 - Plan de formation (en Tunisie ou à l'étranger) pour le personnel du parc
 - Identification d'une approche participative à adopter dans le cadre du parc pour la mise en place d'une utilisation durable du parc.
 - Identification des études de faisabilité économiques nécessaires pour la promotion de l'écotourisme
 - Identification d'un protocole de suivi de la faune et de la flore permettant de mesurer l'efficacité de la gestion du parc
 - Identification des équipements nécessaires pour combattre les incendies dans les zones forestières du Parc
 - Définir un plan d'éducation, de communication et de sensibilisation du Parc
- ii. *Il est essentiel de lier les actions financées par le FEM avec les besoins de la population locales tels qu'ils sont identifiés dans les PDP pour assurer la continuité des actions.* Deux PDP ont été préparés en 2008 avec la population de Sidi Hmada et Sidi Mourched, ainsi que Siliana Sud et Bargou, zones limitrophe de Jbel Esserj. Il est important de renforcer les liens et les complémentarités entre les actions du Projet FEM au niveau de cette composante et les actions prévues dans le cadre des PDP à proximité du Parc. Les actions requises pour impliquer la population locale dans la gestion du Parc et améliorer leurs moyens d'existence peuvent être lancées à travers le développement de micro-entreprises et d'AGR pertinentes. L'appui technique pour le développement des micro-entreprises pour appuyer la GDT et la GRN proposé dans l'**Annexe 3** du rapport doit appuyer cette dimension du Projet.
- iii. *Assurer les conditions nécessaires pour avoir une équipe fonctionnelle pour la gestion du PN et qui est à proximité du PN.* Un écomusée est en cours de construction sur les ressources du budget de l'Etat, le taux d'avancement des travaux s'élève à 90%. Cet écomusée fournira une infrastructure importante pour l'équipe de gestion du Parc. Tout de même, il est important que cette équipe soit munie des conditions de travail nécessaires (véhicule, bureautique, équipements de base, etc..) pour être opérationnelle et à proximité du PN et de la population locale.
- iv. *Il est essentiel d'assurer un suivi géographique, socio-économique ou biophysique de l'impact des activités de conservation de la biodiversité du PN de Jbel Esserj.* L'**Annexe 4** propose des indicateurs d'impact qui peuvent être utilisés au niveau de conservation de la biodiversité du PN de Jbel Esserj et qui ont été identifiés lors des discussions avec les partenaires du Projet.

Résultats de la Composante 5: Gestion du projet

58. Cette composante vise à mettre en place une bonne gestion du projet et qui intègre les fonctions de GDT et de conservation de la biodiversité.

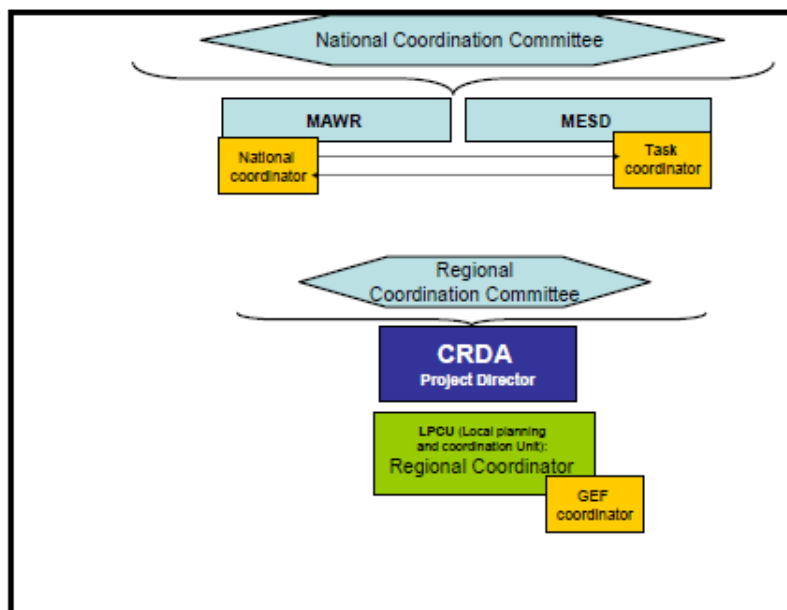
59. Pour assurer la gestion du projet, 3 fonctions principales ont été mises en place et sont complétées par les fonctions de gestion du PDAI II et sont les suivantes (voir Figure 1 ci-dessous):

- i. Un **Coordinateur National** rétribué par le MA au niveau central avec des responsabilités de coordonner les activités du Projet avec toutes les agences au niveau national et d'appuyer les unités au niveau régional selon les besoins

- ii. Un **Coordinateur Technique** rétribué par le ME au niveau central avec les responsabilités de coordonner les activités relative a la conservation de la biodiversité dans le Jbel Esserj, le développement et le fonctionnement du réseau de gestion des connaissances et le suivi environnemental national.
- iii. Un **Coordinateur FEM** rétribué à plein temps sur le financement du FEM, qui est responsable de la gestion de toutes les activités suivantes liées au FEM, y inclus d'élaborer des plans de travail annuels avec les budgets; élaborer les rapports provisoires, élaborer les TdR et les contrats, diriger le développement de nouveaux partenariats avec les institutions participatives, diriger une coordination efficace des activités du projet entre les niveaux locaux du Gouvernorat et nationaux.

60. Il faut aussi noter que le Coordinateur du FEM travaille sous la direction du Directeur du PDAI II qui a en charge la coordination globale de tout le PDAI-II, y compris le financement FEM et, tient la responsabilité et administrative au niveau de l'administration du CRDA comme le Coordinateur du FEM est un consultant et non pas un fonctionnaire du CRDA.

Figure 1. Organigramme de la structure de gestion du Projet FEM



61. Bien que cette structure traduit ce qui est décrit dans le document de formulation de projet, mais elle ne permet pas une coordination étroite entre le CRDA, la DGEQV et la DGFIOP.

62. D'un côté, la fonction du Coordinateur National du projet ne permet pas la coordination étroite de toutes les activités du Projet FEM, d'un autre côté, la gestion et la coordination de toutes les activités du Project FEM au niveau régional ainsi que national n'ont pas été suffisamment remplies par le Coordinateur FEM.

63. Le rôle effectif du Coordinateur du FEM s'est limité au suivi de la mise en œuvre de quelques activités prévues au niveau du CRDA et n'a pas assumé les responsabilités prévues de coordination de tout le Projet FEM. Ainsi, le Coordinateur du FEM n'a pas engagé un dialogue politique et institutionnel tel qu'il est requis pour le bon déroulement du Projet. En plus, le Coordinateur FEM n'est pas appuyé par les compétences techniques et de gestion nécessaires pour lui permettent de répondre aux responsabilités du Projet.

64. Il faut aussi signaler que le Coordinateur FEM n'a été recruté qu'en septembre 2012, deux ans après la mise en vigueur du Projet FEM. Son recrutement a été effectué à travers un bureau d'étude pour une durée de 3 ans, ce qui ne correspond pas avec la durée de vie du Projet.

65. Ainsi, la RMP propose de renforcer le rôle du Coordinateur FEM du projet de façon à permettre d'assurer une meilleure coordination de toutes les activités du Projet et de répondre aux besoins techniques et de gestion requises pour atteindre l'objectif et les résultats attendus du Projet. Pour cela, un appui technique et de gestion intensif est nécessaire pour renforcer les capacités et les compétences du Coordinateur FEM à travers le déploiement d'un expert de haut niveau d'une façon ponctuelle mais régulière. Les TdR pour fournir cet appui sont présentées dans l'**Annexe 3** du rapport. Il est aussi nécessaire d'assurer que les fonctions du Coordinateur FEM puissent continuer pendant toute la durée du Projet FEM. Ces TdR pourront être adoptées par le Projet selon l'évolution dans la mise en œuvre du Projet.

Suivi de l'Objectif du Projet et note de la RMP des Résultats du Projet

66. La conception du Projet FEM a fourni un très grand nombre d'indicateurs d'impact qui n'ont pas été utilisés par le Projet pour le suivi de son impact et sont présentés dans le Tableau 10 ci-dessous. Ainsi pour la RMP, il n'est pas utile de suivre ces indicateurs, surtout que la RMP a des remarques concernant ces indicateurs et qui sont les suivants :

- Les indicateurs présentés dans le Document de Conception du Projet sont trop nombreux,
- Les indicateurs ne reflètent pas l'impact des activités agricoles, sylvo-pastorales et de conservations de la biodiversité sur la GDT et la GRN,
- Les indicateurs n'ont pas fournis de situation de base et des cibles.

Tableau 10. Indicateurs d'impact indiqué dans le Document de Conception du Projet

Objectif du projet	Indicateurs d'impact
Apporter des solutions au processus de dégradation des terres qui menace la biodiversité des écosystèmes de la région du nord du pays en atteignant les objectifs suivants:	Augmentation de 8 000 ha dans les zones où sont adoptées de meilleures pratiques d'agriculture durable et de gestion des pâturages (sur un total de 140 000 ha de terres cultivées et 13 400 ha de pâturages)
(i) adopter une planification intégrée de l'utilisation des terres,	25 000 ha en plus seront ajoutés au GAP par l'intermédiaire de formations spécifiques des agriculteurs
(ii) accroître la protection d'un type de système montagneux-forestier présent dans le système national d'aires protégées	Augmentation de la résilience de la rigueur climatique se manifeste (productivité durable) dans la même zone de 8000-9000 ha
(iii) augmenter les investissements en GDT dans les zones productives pour améliorer les conditions de vie des ménages à faibles ou moyens revenus.	Environ 15 000 familles utilisatrices de ressources ont améliorée leurs conditions de vie (revenus, production, entreprises) (sur un total de 28 000 ménages)
	2,500 - 3,000 ha d'augmentation de l'écosystème montagneux sylvo-pastoral sous représenté dans le système national d'AP (les zones actuellement protégées en Tunisie s'étendent sur environ 22 000 ha) (100 ha pour la base de référence)
	Nombre de ménages pauvres dont les revenus et/ou les biens ont augmenté
	Un système d'information et de GC national sur la GDT et la BD incluant un S&E environnemental est opérationnel durant le PY2 et est harmonisé/les approches de S&E et GC du MENARID (pas dans la base de référence)
	A la fin du projet, le système national de vulgarisation/de conseil adopte la GDT et les approches de conservation de BD qui reflètent les principes de l'écosystème (pas dans la base de référence)

67. Il est ainsi nécessaire d'identifier 3-4 indicateurs d'impacts au niveau de l'objectif du Projet afin d'assurer un suivi de l'impact des activités du Projet sur la GDT et de conservation de la biodiversité. L'Annexe 4 propose des indicateurs d'impact qui peuvent être utilisés au niveau de l'objectif du Projet, mais ces indicateurs doivent être validés avec les partenaires du Projet.

68. **Sur la base des Résultats au niveau des différentes Composantes du Projet, la RMP considère que les Résultats du Projet dans son ensemble ont un niveau " Moyennement Non-Satisfaisant (MN) », compte tenu des contraintes significatives observées dans la planification et la mise en œuvre des activités en fonction des objectifs et des résultats attendus du Projet.**

D. Aspects fiduciaires

Sources de Financement du Projet FEM

69. Comme indiqué antérieurement, le Projet FEM constitue une partie intégrale du PDA II et les activités financées par le FEM sont complétées par les sources de financement indiquées lors de la conception du Projet et qui sont présentées dans le Tableau 11 ci-dessous.

70. La contribution des différents bailleurs au cofinancement du Projet FEM, y inclus celui du FIDA, s'élève à 84%. La contribution du FEM est ainsi limitée à 16% du financement total du Projet.

Tableau 11. Sources de financement du Projet FEM

Sources de financement	Budget (\$US)	En %
Gouvernement	6 066 000	19
FIDA	10 998 000	34
AFD	4 555 000	14
BENEFICIAIRES	5 736 000	18
Total cofinancement	27 355 000	84
FEM	5 020 000	16
Total	32 375 000	100

Décaissement du financement FEM

71. Les dépenses au niveau du financement FEM à décembre 2013 sont présentées dans le Tableau 12 ci-dessous et ont atteint \$US 608,000 soit 12% du budget total du FEM. Ce taux est très modeste à la mi-parcours d'un projet et constitue un facteur de risque dans l'exécution du Projet.

72. Le Tableau 11 montre également une situation critique dans les taux de dépenses des composantes 1 et 4. En fait, le taux des dépenses au niveau de la Composante 1 (Renforcement des capacités) n'a atteint que 2% des dépenses jusqu'à 2013 et il est largement inférieur au taux de 28% planifié dans le budget initial. Ceci reflète le manque d'activités au niveau de cette composante.

73. Pour la Composante 4 (Conservation de Jbel Esserj), le taux de dépenses est de 47% bien que le budget initial avait planifié un taux de 8% au niveau de cette composante, la situation au niveau de cette composante est inversée par rapport à la Composante 1 et montre également un changement dans les orientations du Projet. Pour les autres Composantes, les taux de dépenses respectent les taux planifiés initialement par le Projet, même s'il restent inférieurs au taux requis à mi-parcours.

Tableau 11. Dépenses du financement FEM a la RMP

	Budget initial (\$US)	% du budget initial	Dépenses à décembre 2013 (\$US)	% des dépenses
Composante 1	1 390 000	28	12 600	2
Composante 2	1 520 000	30	86 638	14
Composante 3	1 255 000	25	162 186	27
Composante 4	400 000	8	287 465	47
Composante 5	435 000	9	59 434	10
Total	5 000 000		608 322	

74. Il est également important de soulever la situation critique au niveau des engagements effectués jusqu'à décembre 2013 et de la planification préliminaire des activités du Projet jusqu'à la fin de sa vie. Le Tableau 12 ci-dessous présente les taux de dépenses des engagements et des actions planifiées par le Projet et montre qu'au niveau des Composante 1 (Renforcement des Capacités) et de la Composante 5 (Gestion du Projet) ; les dépenses planifiées sont largement inférieures à celles du budget initial, et n'atteignent que 4% des 28% du budget initial pour la Composante 1 et 4% des 9% du budget initial pour la Composante 5.

75. Ceci reflète une déficience des allocations budgétaires au niveau de ces deux Composantes importantes du Projet et peut mener à des manquements pour atteindre les objectifs du Projet.

Tableau 12. Distribution des engagements et des actions planifiées par le Projet

Composante	Budget initial (\$US)	%	Engagements à décembre 2013 (\$US)	%	Planification en 2014/2015 (\$US)	%	Total des dépenses planifiées (\$US)	%
Composante 1	1 390 000	28	13 555	1	197 000	7	210 555	4
Composante 2	1 520 000	30	142 888	7	1 818 000	60	1 960 888	40
Composante 3	1 255 000	25	428 125	22	809 000	27	1 237 125	25
Composante 4	400 000	8	1 225 043	64	126 000	4	1 351 043	27
Composante 5	435 000	9	110 059	6	70 000	2	180 059	4
Total	5 000 000		1 919 669		3 020 000		4 939 669	100

Cofinancement du Projet FEM

76. Les dépenses au niveau du cofinancement du Projet FEM sont indiqués dans le Tableau 13 ci-dessous et indiquent que les ressources mobilisées en cofinancement ont atteint à mi-parcours 22,4 millions \$US soit 81% du montant prévu. Ce taux est très satisfaisant.

77. Compte tenu que le cofinancement prévu sur le Projet FEM est inférieur aux engagements des bailleurs pour le PDAI II, les dépenses par les bailleurs tels que le FIDA et l'AFD ont dépassé les enveloppes de cofinancement prévues au niveau du FEM. Ainsi, la contribution du FIDA s'élève à 102% du total du cofinancement et celle de l'AFD s'élève à 119% du cofinancement. Seule la contribution du Gouvernement est limitée à 38%.

78. *Contribution des Bénéficiaires.* La contribution des bénéficiaires a atteint 57%, ce qui est appréciable. Sur le terrain, on note une forte adhésion des bénéficiaires au projet et leur contribution se matérialise à la fois en nature et en numéraires.

Tableau 13. Dépenses au niveau du cofinancement du Projet FEM*

Source de financement	Approbation (en \$US)	Dépenses (en \$US)	Dépenses en %
Gouvernement	6 066 000	2 300 000	38
FIDA	10 998 000	11 252 000	102
AFD	4 555 000	5 400 000	119
BENEFICIAIRES	5 736 000	3 258 000	57
Total	27 355 000	22 210 000	81

*Source : FIDA, 2013. Aide Mémoire de la mission de supervision du PDAI de novembre 2013

E. État d'avancement de l'exécution du projet

Efficacité et Efficience

79. Comme indiqué dans l'analyse financière du rapport, le financement FEM a atteint un taux de décaissement de 12%, ce qui est très faible à mi-parcours. Ce taux confirme que le Projet n'a pas pu mobiliser les ressources du FEM efficacement pour activer sa performance et devra changer les modalités de travail actuel et fournir des efforts soutenus pour réussir à dépenser la totalité de son budget, tout en respectant les objectifs et résultats attendu du Projet.

80. L'analyse financière a également soulevé un point critique concernant la planification préliminaire au niveau des Composante 1 (Renforcement des Capacités) et de la Composante 5 (Gestion du Projet) qui sont largement inférieures à celles qui sont initialement prévues dans le budget du Projet. La planification préliminaire du Projet indique que le budget allouée à la Composante 1 et la Composante 5 n'atteignent que 4% du budget total pour chaque composante, dans le temps où le budget initial pour la Composante 1 était de 28% du budget total et de 9% pour la Composante 5.

81. Ceci reflète la situation fragile du Projet au niveau technique ainsi qu'au niveau de la gestion du Projet. L'analyse technique au niveau des différentes composantes a soulevé un besoin de renforcer les aspects politiques et institutionnels au niveau de toutes les composantes du projet, et surtout au niveau de la Composante 1.

82. A ce jour, le Projet a focalisé ses efforts sur la mise en œuvre des investissements tels que l'achat de plants pour la consolidation des travaux de CES et la construction d'une piste d'accès au Parc National. Les activités qui relèvent du domaine du renforcement des capacités aux niveaux politiques, institutionnels et individuels n'ont pas reçu l'appui technique nécessaire pour assurer leur planification et leur mise en œuvre. Ceci ressort clairement au niveau de la Composante 1 qui est dédiée aux aspects relatifs au renforcement des capacités, mais il est également constaté au niveau des autres composantes du Projet.

83. La gestion du projet souffre également d'un dysfonctionnement dans les responsabilités de coordination entre le ME et le MA, ainsi qu'au niveau de la coordination des activités du Projet lui-même. Le coordinateur FEM ne coordonne pas toutes les activités du Projet et n'assume pas la responsabilité d'engager un dialogue politique et institutionnel requis pour la bonne réussite des objectifs du Projet. Toutefois, une coordination au niveau central à travers le coordinateur national est en place à la DGFIOP.

84. Il faut aussi noter les délais impartis dans la mise en place de l'unité de gestion du Projet FEM, et qui ne s'est matérialisée qu'en septembre 2012, deux ans après la mise en vigueur du Projet et quatre après l'approbation du financement par le FEM.

85. Finalement, la RMP note que le coordinateur et la comptable du Projet FEM sont recrutés sur une durée de 3 ans, qui ne correspond pas à la durée de vie du Projet, et que l'appui technique et logistique auquel elle a accès ne lui permet pas de répondre aux besoins de gestion du Projet. Ces observations concernant la gestion du projet retrouvent le constat concernant les allocations budgétaires limitées qui sont planifiées pour la gestion du Projet et qui ne dépassent pas 4% du budget total planifié du Projet.

86. **La RMP conclue que l'efficacité et l'efficience du projet est " Moyennement Non-Satisfaisant (MN) », compte tenu des contraintes significatives observées dans la planification, la mise en œuvre et la gestion du Projet.**

Agence d'Exécution

87. Comme agence d'exécution du FEM, le FIDA a assuré un suivi régulier du Projet FEM et a fourni un appui technique pour lancer les activités du projet qui se résument par les interventions suivantes :

- Mars 2011 : Une mission d'appui en qui a préparé un PTBA pour les années 2011-2012 et un manuel de procédures du Projet ;
- Aout 2011 : Une mission de supervision du PDAI II qui a identifié les mesures nécessaires pour le lancement des activités du projet ;
- Décembre 2012 : Une évaluation à mi-parcours du PDAI II a été effectuée et a inclus un volet dédié au Projet FEM dans le cadre de cette évaluation ; cette évaluation a également préparé des TdR détaillées pour les missions d'appui urgentes requises par le Projet tel que l'étude du cadre juridique pour la GDT et GRN et l'évaluation des besoins en formation.
- Novembre 2013 : Une mission de supervision du PDAI II qui a assuré également le suivi des activités au niveau du Projet FEM.

88. Malgré cet appui, la déficience du Projet au niveau de gestion et de l'appui technique n'ont pas permis au Projet de suivre les recommandations et les propositions soulevées par les différentes missions du FIDA. La cause structurelle de cette déficience vient de la conception du Projet lui-même qui est très ambitieux et n'est pas aligné avec les capacités et les compétences disponibles au niveau du Projet. Le dysfonctionnement au niveau des rôles et des responsabilités dans la coordination et la gestion du Projet a également contribué aux difficultés de mise en œuvre des activités du Projet et qui n'ont pas été solutionnés par l'agence d'exécution dès le départ.

89. Le suivi du FIDA n'a pas pu mettre en place l'appui technique nécessaire pour la mise en œuvre des activités du Projet. Les recommandations des différentes missions d'appui sont confrontées par des contraintes administratives qui ne permettent pas une souplesse nécessaire pour mettre en place les compétences requises par le Projet.

90. A mi-parcours, le Projet nécessite encore un appui soutenu de la part du FIDA dans la planification, l'identification des modalités de mise en œuvre et de formulation de TdR pour fournir au Projet l'appui technique nécessaire.

91. **La RMP conclue que la note de l'Agence d'Exécution est " Moyennement Satisfaisant (MS) », compte tenu des contraintes significatives observées à répondre aux besoins du Projet.**

Suivi et évaluation

92. La RMP a soulevé tout au long de l'analyse des résultats des composantes du Projet un manque d'une stratégie de S&E qui permet de suivre les impacts ainsi que de la performance du Projet.

93. La RMP a ainsi recommandé que le Projet doit procéder rapidement à la mise en place d'un système S&E qui répond aux conditions du FEM d'établir un système S&E basé sur l'impact du projet,

et doit identifier la situation de base et la cible pour chaque indicateur choisi. Une proposition de quelques indicateurs est présentée dans l'**Annexe 4** du rapport, mais devrait être finalisée sur la base d'une consultation au niveau des partenaires du projet.

94. A ce jour, le Projet manque également d'une situation de base pour le suivi de l'impact des activités agricoles, sylvo-pastorales et de conservation de la biodiversité sur la GDT et la GRN. Le Projet manque également d'une évaluation des besoins en renforcement des capacités y inclus la gestion des connaissances qui pourrait servir comme situation de base concernant les activités de renforcement politique et institutionnel du Projet.

95. La RMP a soulevé l'importance de dédier une attention spécifique pour effectuer une étude de référence concernant les aspects relatifs au suivi biophysique sur la base du système S&E et des indicateurs qui seront identifiés ; une référence de base est également nécessaire pour les aspects socio-économiques et le Projet doit lancer les études complémentaires à effectuer compte tenu des études disponibles.

96. La RMP a également soulevé le manque d'une cartographie des interventions du Projet et de la délimitation des sites d'intervention du projet. Un tel système n'est pas uniquement nécessaire pour une bonne planification du Projet mais sert aussi comme base de prise de décision au niveau politique et de base pour la communication et d'échange des informations.

97. **La RMP conclue que le Suivi et Evaluation du Projet est « Moyennement Non-Satisfaisant (MN) », compte tenu des contraintes significatives observées.**

F. Durabilité

98. Compte tenu de l'expérience du PDAI II qui complète les efforts du Projet en ce qui concerne la GDT et la GRN, la RMP peut prendre en compte les aspects relatifs à la durabilité du PDAI II pour analyser les contraintes du Projet FEM au niveau de la durabilité de ses résultats

99. Selon l'évaluation à mi-parcours du PDAI II¹⁰, c'est la durabilité la plus menacée et la plus menaçante sur le PDAI-II. L'évaluation à mi-parcours du PDA a ainsi conclu que la réussite du retrait du PDAI II nécessite la prise de dispositions supplémentaires visant essentiellement :

- i. L'amélioration de l'efficacité des organisations de base créées et/ou redynamisées (CDI, GDAs) et ce, à travers un programme consistant d'appui et de suivi sur le terrain durant les deux années restantes du Projet (il s'agit de compléter les actions de sensibilisation/formation sommaires par des actions consistantes d'encadrement pratique et de suivi-évaluation sur le terrain) ;
- ii. réfléchir d'avantage sur les possibilités et les modalités d'institutionnalisation et de pérennisation des CDI tout en optimisant leurs aires d'intervention. Ces CDI pourraient préparer le terrain à l'émergence de collectivités locales démocratiquement élues ;
- iii. une meilleure harmonisation un renforcement de la coordination avec les partenaires et l'élargissement du partenariat à d'autres acteurs (notamment dans le domaine de promotion des AGR, des microprojets et des PME) ;
- iv. l'élaboration et la mise en œuvre avant la fin du projet d'un programme consistant de renforcement des capacités des partenaires-clefs qui souffrent d'un manque de moyens humains qualifiés et de moyens logistiques adéquats ;
- v. la préparation (au courant de l'année 2013) d'un programme de transfert aux partenaires et des bénéficiaires, des acquis matériels (ouvrages, équipements, bâtiments, etc....) et immatériels (savoirs, études, outils, enseignements tirés, etc....). La mise en œuvre de ce programme de transfert devra avoir lieu avant la clôture du Projet. Ce processus devrait être couronné par l'organisation d'un atelier officiel de passation des avoirs et des savoirs.

100. Le Projet FEM doit prendre en compte les leçons et consignes ci-dessus et doit focaliser ces efforts sur plusieurs aspects importants qui visent à l'institutionnalisation des actions pour assurer leur intégration dans les cadres appropriés et ainsi garantir leur durabilité.

¹⁰ FIDA, 2013. Rapport de l'Evaluation à mi-parcours du PDAI II

101. A ce jour, la durabilité des résultats du Projet ne peut pas être confirmée compte tenu de la fragilité du Projet au niveau institutionnel et technique. Le Projet n'a pas encore établi une approche qui confirme la durabilité de ses résultats à moyen-terme et à long-terme tel que:

- Identifier les modalités institutionnelles et réglementaires pertinentes pour la mise en œuvre des activités du Projet ;
- Impliquer les populations locales dans la planification et mise en œuvre des actions GDT et GRN ;
- Capitalisation de la formation sur la base de référentiels de formation basés sur les métiers et les besoins ;
- Assurer une faisabilité économique des interventions du Projet pour assurer leur durabilité.

102. Le Projet FEM doit prendre en compte les aspects relatifs à la durabilité institutionnelle, environnementale, économique et technique et les intégrer dans le cadre de la planification et de la mise en œuvre de ses activités.

103. **La RMP conclue que la Durabilité du Projet est « Moyennement Non-Probable », compte tenu des risques significatifs observés.**

G. Autres

Pertinence

104. La RMP confirme la pertinence du projet par rapport aux problèmes de GDT et de la conservation de la biodiversité auxquels il répond. Le niveau de la dégradation des terres et de la désertification dans la zone du Projet continue à être très avancé et continue à affecter la ressource de base des écosystèmes agricoles, pastoraux et la biodiversité de la région.

105. Tout de même, les mesures institutionnelles identifiées lors de la conception du projet pour intégrer la GDT dans les politiques et institutions concernées méritent d'être révisées pour identifier des modalités de l'intervention pratiques. Le projet doit fournir un appui technique et institutionnel plus soutenu pour favoriser l'intégration de la GDT au niveau national, régional et local.

106. Les principaux objectifs du Projet de fournir des solutions techniques prouvées et confirmées dans l'amélioration des terrains agricoles et des parcours restent également pertinents et nécessaires dans le contexte local et national, aux niveaux économiques ainsi qu'environnemental.

107. Finalement, le projet est aussi en conformité avec le programme et la politique du FEM et répond aux priorités stratégiques concernant la gestion durable de terre sous lequel le projet est financé.

108. **La RMP conclue que le Projet est « Pertinent » malgré les contraintes significatives observées dans sa planification et sa mise en œuvre.**

Impact

109. Afin de déterminer l'impact de la réalisation des objectifs du projet, un S&E des résultats au niveau de chaque composante et au niveau de l'objectif principal est nécessaire pour en dégager des mesures spécifiques sur l'état de la dégradation des terres ou le changement des facteurs qui la causent. Pour cela, le suivi d'impact doit être compris au niveau du S&E et du processus de collecte, de traitement et de diffusion des informations susceptibles de renseigner sur les changements biophysiques, socio-économiques, institutionnels et comportementaux qui résultent de l'application des programmes d'action du projet.

110. Or pour le moment, le S&E du Projet n'est pas opérationnel et ne peut pas répondre aux besoins du projet pour mesurer l'impact des activités en cours.

111. **La RMP conclue que l'impact du Projet est « Minimal », compte tenu des contraintes significatives observées dans sa planification et sa mise en œuvre.**

Consolidation des notes du Projet par la RMP des critères requis par le FEM

112. Comme requis par les directives du FEM pour les évaluations des projets financés par le FEM, le sommaire des notes concernant les critères relatifs à la RMP du projet est fourni dans le Tableau 14 ci-dessous.

Tableau 14. Notes du Projet FEM a la RMP au niveau des critères requis par le FEM

Critère	Note de la RMP	Echelle
Résultats	Moyennement Satisfaisant Non-	6: Hautement Satisfaisant (HS): pas de contraintes 5: Satisfaisant (S): contraintes faibles 4: Moyennement Satisfaisant (MS) 3. Moyennement Non-Satisfaisant (MN): contraintes significatives 2. Non-satisfaisant (N): problèmes majeurs 1. Hautement Non-satisfaisant (HN): problèmes sévères
Efficacité	Moyennement Satisfaisant Non-	
Efficienne	Moyennement Satisfaisant Non-	
Agence d'Exécution	Moyennement Satisfaisant	
Suivi et évaluation	Moyennement Satisfaisant Non-	
Durabilité	Moyennement Non-Probable	4. Probable (P) : risques négligeables pour la durabilité 3. Moyennement Probable (MP): risques moyens 2. Moyennement Non-Probable (MN): risques significatifs 1. Non-Probable (N): risques sévères
Pertinence	Pertinent	2. Pertinent (P) 1. Non-Pertinent (NP)
Impact	Minimal	3. Significatif (S) 2. Minimal (M) 1. Négligeable (N)

H. Conclusions et Recommandations

Conclusions

113. Le Projet FEM a rencontré plusieurs enjeux qui ont limités sa performance et peuvent être résumés par les aspects suivants :

- i. **Un manque de visibilité dans les liens entre le PDAI II et les activités financées par le Projet FEM** (malgré le fait que le financement FEM constitue une partie intégrale du PDAI II). Le Projet FEM est souvent confondu avec la Composante D du PDAI II (Gestion durable des terres), dans le temps ou une grande partie des activités financées par le FEM sont ancrées au niveau de la Composante A du PDAI II (Développement local intégré), tel qu'il est présenté dans le Tableau 15 ci-dessous.

Cette confusion se reflète surtout dans le manque de liens entre les activités financées par le FEM et les bases de travail du PDAI II, tel que les besoins identifiées par les PDP et les stratégies d'intervention du PDAI II en général. Ainsi, le Projet FEM n'a pas pu mettre en évidence comment les activités financées par le FEM complètent celles du PDAI II, et comment elles intègrent une dimension GDT au niveau du PDAI II.

Tableau 15. Allocation du financement FEM au niveau du PDAI II

Composantes FEM	Composantes PDAI II	Financement FEM (\$US)
Composante 1 du FEM	Composante D du PDAI II. Gestion durable des terres	1 390 000
Composantes 2-3-4 du FEM	Composante A du PDAI II. Développement local intégré ¹¹	3 175 000
Composante 5 du FEM	Composante C. du PDAI II Renforcement institutionnel	435 000
Total		5 000 000

ii. **Une faible capacité dans l'appui technique et la gestion qui ne permet pas à répondre aux objectifs du Projet FEM.** Les activités engagées ou planifiées par le Projet FEM sont surtout des investissements identifiées soit dans le cadre du Projet FEM soit dans le cadre des PDP ou lors des missions d'appui du FIDA au Projet. Ces activités sont focalisées au niveau des composantes 2, 3 et 4 du Projet FEM (et qui correspondent à la Composante A du PDAI II), les progrès restent très limités au niveau des aspects politiques et de renforcement de capacités en GDT et GRN prévus par le Projet FEM.

Le Projet FEM a ainsi engagé 1% de ces financements sur la composante 1 et a planifié 7% en 2014/2015 sur la composante 1, par rapport à un taux qui dépasse 90% sur les composantes 2,3 et 4. Le Projet a également limité ses engagements sur l'appui à la gestion du Projet (voir Tableau 16 ci-dessous).

Ceci reflète la capacité limitée du Projet à traduire les résultats attendus du projet dans des Termes de Références détaillées et opérationnelles qui peuvent répondre à la stratégie du Projet FEM et d'atteindre ses objectifs. Ceci est également reflété dans le manque d'un système de suivi et d'évaluation du Projet ainsi que dans la qualité de production des rapports et des outils de communication qui est très faible.

Tableau 16. Engagements effectués et planifiés sur le financement FEM

Composantes du Projet FEM	Financement FEM approuvé (\$US)	%	Engagé en 2013 (\$US)	%	Planifié en 2014/2015 (\$US)	%
Composante 1 du FEM (Composante D du PDAI II)	1 390 000	28	13 555	1	197 000	7
Composantes 2-3-4 du FEM (Composante A du PDAI II)	3 175 000	64	1 796 055	94	2 753 000	91
Composante 5 du FEM (Composante C. du PDAI II)	435 000	9	110 059	6	70 000	2
Total	5 000 000		1 919 669		3 020 000	

114. Un délai important dans la mise en œuvre du Projet FEM qui ne permet pas d'atteindre ces objectifs. Ceci est dû à une longue durée de conception du Projet FEM (2005-2008), une longue durée pour sa mise en vigueur (2008-2010) et une longue durée pour le recrutement du coordonnateur FEM (recruté en septembre 2012). Le Projet FEM aura ainsi une durée

¹¹ Une allocation de \$US105,000 sur la Composante B du PDAI II. Appui à l'emploi a été incluse au niveau de cette composante pour faciliter l'analyse de comparaison entre les 2 Projets.

effective de 3 ans (septembre 2012-septembre 2015), pour la mise œuvre de ces activités et pour atteindre ces résultats.

En effet, à ce jour, le Projet FEM a dépensé 12% et a engagé 38% de son budget et il est difficile de concevoir qu'une bonne planification et mise en œuvre des actions du Projet puisse être réalisée dans la durée du Projet qui se termine en septembre 2015.

La RMP a soulevée tout au long du rapport les enjeux rencontrés par le projet qui contraignent sa mise en œuvre et qui incluent :

- Le manque d'études de référence et des évaluations des besoins nécessaires pour une bonne définition des actions du Projet
- La fragilité de l'appui technique fourni au Projet pour la définition de TdR, de spécifications et du suivi technique de la mise en œuvre des activités du Projet
- Une séparation dans la planification et la mise en œuvre des activités du Projet entre le ME et le MA qui ne permet pas une bonne gestion du Projet et une bonne coordination dans la mise en œuvre des activités du Projet.

La RMP considère ainsi que la durée de vie du Projet qui reste constitue un vrai risque pour atteindre ses objectifs et ses résultats dans le contexte actuel de gestion et d'appui technique fourni au Projet.

Recommandations

114. Les recommandations de la RMP sont focalisées autour de 2 objectifs principaux :

- i. Renforcer la stratégie et les interventions du Projet FEM pour assurer la mise en œuvre d'actions relatives au renforcement des politiques et des capacités pour la GDT et la GRN prenant compte des acquis du PDAI II ;
- ii. Assurer que les investissements financés par le FEM sur les composantes 2, 3 et 4 du Projet FEM peuvent consolider les investissements du PDAI II en question de GDT et autres programmes relatifs à la GRN.

115. **Recommandation 1: Renforcer le rôle du Coordinateur FEM du projet de façon à assurer une meilleure coordination dans la planification et la mise en œuvre de toutes les activités du Projet et assurer un appui technique et de gestion du Projet FEM à travers le déploiement d'un expert de haut niveau d'une façon régulière.**

La RMP a indiqué que la structure de gestion du Projet telle qu'elle est actuellement en place a créé une séparation dans la planification et la mise en œuvre des activités du Projet entre le ME et le MA. Le rôle effectif du Coordinateur FEM s'est limité au suivi de la mise en œuvre des activités prévues au niveau du CRDA et n'a pas assumé les responsabilités prévues de coordination de tout le Projet FEM. Ainsi, le Coordinateur du FEM n'a pas engagé un dialogue politique et institutionnel tel qu'il est requis pour le bon déroulement du Projet, ni a été appuyé par les compétences techniques et de gestion nécessaires pour lui permettent de répondre aux responsabilités du Projet.

Il est ainsi essentiel de renforcer le rôle du Coordinateur FEM du projet de façon à assurer une meilleure coordination dans la planification et la mise en œuvre de toutes les activités du Projet et assurer un appui technique et de gestion du Projet FEM à travers le déploiement d'un expert de haut niveau d'une façon régulière. Les TdR de l'expert technique sont présentées dans l'**Annexe 3** du rapport et se focalisent sur 2 aspects complémentaires:

- i. ***Appuyer la planification, le S&E et la production des rapports. Pour cela, l'expert technique devra :***
 - Appuyer le Projet dans la préparation des PTBA. La RMP a présenté des propositions générales pour la mise en place du PTBA 2014-2016 (ci-joint dans l'**Annexe 7**) qui peuvent être utilisées comme base de travail pour la préparation des PTBA annuels du Projet. Ces propositions sont basées sur les orientations générales de la RMP de façon à assurer que l'assistance technique est prise en compte dans la planification budgétaire du Projet FEM ;

- Renforcer le Système de Suivi et Evaluation. Valider au niveau des partenaires du Projet la proposition pour les indicateurs d'impact du Projet FEM qui a été préparée par la RMP pour renforcer les aspects S&E du Projet en concertation avec l'UPLC et les partenaires du Projet (voir **Annexe 4**). Ceci doit assurer la mise en œuvre des recommandations de la RMP concernant le Système S&E.
- Appuyer le Coordinateur du FEM dans la préparation des rapports du projet, publications et autres outils de communication comme nécessaire.
- ii. Appuyer la préparation de TdR et suivre la mise en œuvre les activités techniques du Projet. Pour cela l'expert technique devra :**
- Mettre à jour et suivre la mise en place des TdR de «L'étude de l'adaptation de l'environnement juridique et institutionnel en vue d'intégrer la GDT et la conservation/valorisation durable de la Biodiversité » qui ont été préparées lors de la RMP du PDAI II¹² ;
- Appuyer le Projet à établir et mettre en œuvre un plan de formation pour la GDT et la GRN
- Appuyer le Projet à Définir les éléments et outils nécessaires pour la mise en place d'une base pour la gestion des connaissances en GDT
- Appuyer le projet à identifier et fournir un appui technique pour le développement des micro-entreprises pour appuyer la GDT et la GRN
- Appuyer le Projet dans la mise en place de systèmes de gestion sylvo-pastorale durables à travers des plans de gestion participatifs au niveau des structures organisationnelles appropriées
- Assurer que toutes les activités financées par le FEM soient accompagnées d'une étude d'impact environnementale et de mesures de mitigations de l'impact sur l'environnement.

116. Recommandation 2. Identifier et fournir la logistique nécessaire pour optimiser le travail du Projet et de ses partenaires

Le renforcement technique et de gestion doit être accompagné par un appui logistique qui permet un fonctionnement optimal dans la coordination et le suivi de activités du Projet FEM et de ces partenaires. Pour cela, il est important de fournir des moyens de transport efficaces au Coordinateur FEM, ainsi qu'à l'équipe de gestion de Jbel Esserj. Le Projet FEM devra également assurer les équipements nécessaires pour mettre en œuvre le système S&E du Projet, y inclus les équipements de laboratoire prioritaires.

117. Recommandation 3. Lancer une étude urgente pour appuyer la gestion du PN de Jbel Esserj et assurer des mesures de mitigation de l'impact de toutes activités au niveau du PN

La RMP a noté l'importance d'assurer la cohérence dans la planification et la mise en œuvre des activités au niveau du PN de Jbel Esserj avec l'objectif et résultats attendus du projet. Pour cela, la RMP a fourni des TdR détaillées dans l'**Annexe 6** du rapport pour une étude prioritaire qui pourra être effectuée par un expert qui sera financé par le FIDA. Cette étude fournira les éléments nécessaires pour la mise en œuvre des activités suivantes :

- Plan de formation (en Tunisie ou à l'étranger) pour le personnel du parc
- Identification d'une approche participative à adopter dans le cadre du parc pour la mise en place d'une utilisation durable du parc.
- Identification des études de faisabilité économiques nécessaires pour la promotion de l'écotourisme
- Identification d'un protocole de suivi de la faune et de la flore permettant de mesurer l'efficacité de la gestion du parc

¹² FIDA, 2013. Rapport de mission d'examen à mi-parcours du PDAI II du 20 décembre 2012 au 20 janvier 2013. Mars 2013

- Identification des équipements nécessaires pour combattre les incendies dans les zones forestières du Parc
- Définir un plan d'éducation, de communication et de sensibilisation du Parc

La RMP a également soulevé le besoin de suivre le principe de prévention de tout impact négatif des activités prévues au niveau du PN de Jbel Esserj et de réhabiliter les zones ou des impacts des toutes actions financées dans le PN, ainsi le Projet devra :

- Assurer que des études d'impact sont préparées pour toutes les activités au niveau du PN ;
- Assurer que des actions de réhabilitation de toutes les activités effectuées dans le PN tels que la route doivent être associées à des mesures de mitigation des impacts négatifs.

118. Recommandation 4. Reconsidérer le financement de l'assainissement de la plaine de Bouarada et effectuer une étude pour sauvegarder ses fonctions de zone humide

La RMP note la demande de financer une partie du projet d'assainissement et de drainage de la plaine de Garaat Ennoum sous la composante FEM du PDAI II qui s'élève à \$1,25 million. Tout de même, ce financement constitue plus que 20% du budget du Projet FEM et n'était pas prévu dans le cadre de ce Projet. Ainsi, la RMP considère que malgré la demande locale pour cette activité, ce financement ne contribue pas directement à l'objectif et aux résultats identifiés dans le cadre du Projet FEM et qu'un tel remaniement budgétaire pourra nuire à la disponibilité de ressources financières prévues pour d'autres activités dans le cadre du Projet.

Compte tenu du potentiel de reconversion d'une partie de cette plaine, surtout au niveau de la zone avec les longues durées de stagnation d'eau, de façon à sauvegarder une partie du marécage et des ses fonctions hydrologiques et biologiques comme zone humide, la RMP a présenté dans **l'Annexe 5** de ce rapport les TdR d'une étude qui pourra être effectuée sur le financement FEM pour évaluer une telle option.

119. Recommandation 5. Lier les actions financées par le FEM avec les besoins de la population locales tels qu'ils sont identifiés dans les PDP et assurer des liens avec toutes les activités du PDAI II

Tout au long de l'analyse des interventions financées par le FEM, la RMP a identifié le besoin de lier les actions financées par le FEM avec les besoins de la population locales tels qu'ils sont identifiés dans les PDP pour assurer l'intégration de la GDT et la GRN au niveau local et ainsi assurer la continuité des actions. A titre d'exemple, la demande locale pour le remembrement foncier identifiée dans les PDP s'élève à 20 000 ha, dont 1 500 ha seront réalisés sur le financement FEM et 1500 ha ont été réalisés sur les ressources du FIDA et le budget de l'Etat. Il serait ainsi pertinent d'étendre l'intervention du Projet au niveau du remembrement foncier, pour mieux répondre aux besoins locaux et consolider les résultats et l'impact du Projet.

La RMP a également identifié le besoin d'appuyer l'implication de la population locale au niveau de toutes les composantes du Projet tout en visant à améliorer leurs moyens d'existence à travers le développement de micro-entreprises, d'AGR pertinentes, d'études de faisabilité des actions entreprises, etc... Il est ainsi nécessaire de fournir l'appui technique pour le développement économique local dans le but d'appuyer la GDT et la GRN tel qu'il est proposé dans **l'Annexe 3** du rapport. En renforçant les liens et les complémentarités entre les actions du Projet FEM et les actions prévues dans le cadre des PDP, il sera également possible renforcer les liens entre les interventions du PDAI II et le Projet FEM, de façon à assurer l'intégration de la GDT et la GRN dans le cadre du PDAI II en général.

Annexe 1. TdR de la Revue à Mi Parcours

1. Contexte

Le projet de **Soutien à la Gestion Durable des Terres dans le Gouvernorat de Siliana** représente l'une des composantes du projet de développement agricole intégré dans le Gouvernorat de Siliana (PDAI-II) d'un coût global de 44 millions de dollars et co-financé par un prêt FIDA à concurrence de 20,5 millions de dollars. Il a pour objectif général de réduire et minimiser l'impact de la dégradation des terres et les pertes en biodiversité dans les écosystèmes de la zone du projet.

Le projet est articulé autour des objectifs spécifiques suivants :

- Adopter une planification de l'utilisation des terres et une gestion améliorée des eaux.
- Augmenter les investissements de gestion durable des terres (GDT) dans des domaines productifs, tout en améliorant les conditions de vie des foyers aux revenus moyen et bas.
- Renforcer la protection d'écosystèmes montagneux sylvo-pastoraux au sein du système national de zones protégées.

Le projet comprend les composantes suivantes:

- 1) Renforcement des cadres politiques et de la planification pour l'intégration de la GTD.
- 2) Intégration de la GTD aux activités agricoles.
- 3) Intégration de la GTD aux activités sylvo-pastorales.
- 4) Conservation de la Biodiversité a JbelEsserj.
- 5) Gestion du projet.

Le financement du FEM de ce projet est d'un montant de 5,000,000 US\$. Le projet est entré en vigueur le 01/09/2010 et sera mis en œuvre sur une période de 5 ans. La date de clôture du don est prévue pour le 31 mars 2016.

L'Organe(s) d'exécution du projet est le Commissariat Régional de Développement Agricole de Siliana (CRDA) avec l'unité de planification locale et de coordination des Project PDAI-II (UPLC) au sein du Ministère de l'Agriculture, et le Ministère de l'Environnement e du Développement Durable (MEDD).

2. Statut du projet

La mise en œuvre du projet est en cours et plusieurs rapports sur l'état d'avancement du projet ont été produits et partagés avec FIDA. Toutefois, la plan de travail du projet prévoit une mission de revue à mi-parcours afin d'analyser les réalisations du projet par composante et par activités rapport à son plan de travail et budget annuel, d'identifier les contraintes techniques qui entravent la réalisation de certaines activités, et de proposer les actions nécessaires afin de pallier à toutes difficultés techniques empêchant le projet d'atteindre ses objectifs.

3. Objectifs de la Revue à mi-parcours (RMP)

Cette revue a pour objectif général de réexaminer la conception et la structure initiales du projet en vue de (i) mesurer les progrès réalisés dans la mise en œuvre des activités, la gestion financière et administrative, avec des indicateurs précis, (ii) d'identifier les contraintes et sur base de cette évaluation, de (iii) redéfinir les activités à réaliser au cours de la deuxième période du projet.

La RMP a pour objectifs spécifiques :

- a) d'évaluer la pertinence des stratégies du projet et des approches utilisées pour sa mise en œuvre,
- b) d'évaluer les performances du projet dans toutes ses composantes en termes de réalisations physiques, les résultats atteints, les impacts, les contraintes et les leçons apprises,
- c) d'analyser la gestion financière et administrative du projet.

Sur la base de l'analyse effectuée, la RMP devra:

- 1) formuler un certain nombre de recommandations dont la mise en œuvre est susceptible d'améliorer les performances du projet et de permettre à celui-ci d'atteindre effectivement ses objectifs,
- 2) proposer une réallocation des fonds par composante et par catégorie de dépenses en fonction des recommandations formulées et éventuellement des nouvelles activités propos »es ainsi qu'un nouveau calendrier d'exécution.

Les principaux résultats attendus sont :

- i. les réalisations détaillées du projet sont connues pour chaque composante ;
- ii. les performances du projet sont connues, les impacts préliminaires analysés ;
- iii. les contraintes rencontrées identifiées et des mesures de redressement proposées;
- iv. de nouvelles stratégies d'intervention sont définies et les activités sont réajustées en fonction de l'évolution de la situation socio-économique du pays et des populations bénéficiaires;
- v. l'exécution financière est connue et des mesures proposés pour améliorer les performances de la gestion financière;
- vi. des recommandations sont établies pour améliorer la gestion administrative;

La revue à mi-parcours procède par une approche participative qui implique une consultation et une collaboration des principales parties prenantes à l'exécution du projet (le gouvernement, les bailleurs de fonds, la coordination du projet, les partenaires et les bénéficiaires).

La mission travaillera sous la supervision du Point Focal du FIDA en Tunisie¹³. La mission travaillera en étroite collaboration avec les autorités Tunisienne et l'équipe de projet.

Le Coordonnateur national du projet sera responsable de l'organisation des contacts avec le gouvernement, des visites aux différents intervenants et des sorties sur le terrain, de la mise à disposition des données et rapports techniques et financiers nécessaires au travail des consultants extérieurs.

4. Principales activités de la RMP

Activités préalables

- Préparation par l'équipe du projet, des données sur les réalisations,
- Elaboration du rapport sur l'état d'avancement du programme à décembre 2013
- Mise à disposition des documents et rapports techniques et financiers

¹³Ghoudi Zine el Abidine

Activités de la mission

- Consultations avec le gouvernement et avec les partenaires (publics et privés) du projet
- Visites de terrains pour constater les réalisations, les succès et les contraintes, entretiens avec les bénéficiaires et l'administration locale,
- Evaluation des performances des partenaires, leurs contraintes, les relations avec le projet et les recommandations,
- Formulation des recommandations pour chaque composante: objectifs, stratégies, activités, ressources matérielles et financières, intervenants et calendrier,
- Evaluation et affectation des ressources humaines, matérielles et financières pour la période de mise en œuvre restante,
- Révision du cadre logique du projet,

Atelier de validation du rapport de la RMP

A la fin de la mission, l'équipe de la RMP présentera les recommandations préliminaires de l'évaluation lors d'un atelier qui sera organisé par le projet pour la discussion des recommandations.

La finalisation et la validation du rapport de la RMP seront effectuées avec la participation des bénéficiaires et des partenaires du projet, sur la base de l'ébauche du rapport de la RMP qui sera soumise suite à la mission de terrain.

5. Composition de l'équipe de consultants

L'équipe de la revue sera constituée de:

1. Un consultant international: chef de la mission du FIDA, responsable de la planification et de l'organisation du travail; les aspects techniques, organisationnels et de formation liées aux activités de développement de l'agriculture, de l'élevage et de l'environnement; du dialogue avec les autorités et les bénéficiaires. Il sera chargé de la compilation du rapport final et participation du à l'atelier de validation.
2. Un consultant chargé de l'analyse financière et administrative du projet, de la réallocation des fonds en fonction du réaménagement des activités à entreprendre pendant la période à venir ainsi que du tableau des coûts qui en résulte.

6. Termes de référence détaillés des consultants

Expert en Environnement et Ressources Naturelles - Chef de mission

Dans le cadre d'un contrat de 25 jours (y compris les voyages), le chef de mission accomplira les tâches suivantes:

1. Examiner l'état d'avancement et les réalisations physiques du projet : évaluation des résultats de chaque composante du projet et analyse complète de l'exécution physique de toutes les activités de chaque composante du projet;
2. Déterminer, dans la mesure du possible, les impacts du projet sur le groupe cible;
3. Vérifier si la démarche du projet conforme à la stratégie de mise en œuvre définie dans le document du projet;
4. Examiner et évaluer la structure de coordination et de gestion à tous les niveaux et proposer des changements si nécessaire;

5. Revoir la pertinence des indicateurs de résultat et d'impacts (cadre logique);
6. Evaluer les résultats atteints sur la base des prévisions du rapport de progrès et des programmes de travail et budgets annuels successifs et formuler des recommandations pour la période suivante;
7. Evaluer l'impact du projet sur l'environnement local et mondial;
8. Compiler des initiatives complémentaires dans la région et identifier les activités du projet qui sont cofinancées par ces initiatives, si disponibles ;
9. Mettre en exergue les facteurs qui pourraient contribuer à la durabilité des actions;
10. Identifier les difficultés et les défis de mise en œuvre et formuler des recommandations pertinentes pour améliorer et/ou pour réorienter les activités en cours de réalisation et/ou futures y compris pour l'actualisation du cadre logique;
11. Coordonner les travaux de la mission et élaborer le rapport de la RMP (ébauche et version finale) suite a la mission de terrain;
12. Participer à l'atelier de discussion des recommandations préliminaires de la Revue à mi-parcours.

7. Calendrier de la Mission

Revue des documents du projet, Préparation du programme de la mission, identification des aspects les plus importants de la RMP	3 jours: janvier 2013
Visites de terrain à Siliana, travail avec l'équipe du projet (au niveau central et régional), rédaction de l'AM et Atelier participatif pour discussion des recommandations de la RMP.	9 jours: janvier 2013 <19-29/01/2014>
Développement d'un premier <i>draft</i> du rapport de la RMP pour révision par le Gouvernement et les partenaires	8 jours: janvier 2013
Commentaires du Gouvernement et partenaires du rapport	Commentaires du gouvernement seront fournis dans un délai de 2 semaines
Finalisation du rapport (1 semaine suite à la réception des commentaires du Gouvernement)	3 jours mars 2013

8. Experts de la Mission

Chef du Mission – Expert Environnement/Ressources Naturelles: Lamia Mansour

Expert en Gestion des Projets : Ghoudi Zine el Abidine

9. Période du Contrat

15 janvier – 15 mars (dure de la prestation 25 jours)

Annexe 2. Itinéraire de la mission de la RMP et des personnes rencontrées 20-29 janvier 2014, Tunisie

Heure	Objet	Personnes rencontrées
20 Janvier 2014		
Matin	Arrivée des membres de la mission	
15h00	Prise de contact avec le coordinateur central du projet et finalisation du programme	M. Mourad Bejaoui, Chef de service DGFIOP
21 Janvier 2014		
9h00	Réunion de démarrage de la mission au CRDA : - Exposé du coordinateur du FEM-Siliana - Discussion	M. Nejib Chennoufi , Commissaire Régional, CRDA Siliana Arrondissement des Sols Arrondissement CES Arrondissement des Forêts Division HER UPLC-Siliana AFA OEP DGQEV DGFIOP
14h30	Entretien avec l'Unité du projet	M. Kamel Dridi, Directeur du PDAI Siliana M. Hichem Lakhdar, Sous- directeur PDAI Siliana M. Adel Louati, Coordinateur Régional du FEM
22 Janvier 2014		
09h00	Discussion du cadre logique avec les partenaires du projet et identification de d'indicateurs d'impact du Projet	CRDA Siliana Arrondissement des sols Arrondissement CES Arrondissement des Forêts Division HER UPLC-Siliana AFA OEP
	Entretien avec l'Unité du projet	M. Kamel Dridi, Directeur du PDAI M. Hichem Lakhdar, Sous-directeur PDAI M. Adel Louati, Coordinateur régional du FEM
23 Janvier 2014		
09h00-17h00	Visite de terrain - Réalisations pastorales - Réhabilitation des pépinières forestières - Aménagement foncier	Siliana Makthar Rouhia Kesra
24 Janvier 2014		
09h-17h00	Visite de terrain - Visite du laboratoire d'analyse des sols - Visite du Parc National de Jbel Esserj	Siliana
25-26 Janvier 2014		

	Réflexion des consultants	Tunis
27 Janvier 2014		
9h00	Réunion de travail avec la DGEQV	Nabil Abde Slam, Coordinateur Technique du Projet auprès de la DGQEV M. El Houssini, Directeur Général
15h00	Discussions avec la Direction Générale des Forêts	Adid Hbib, Directeur de la Conservation des Forêts
16h00	Discussions avec l'AFD à Tunis	Alix Françoise, Chargé de mission Didier Berdaguer, Chargé de projets
28 Janvier 2014		
9h00	Atelier de restitution des résultats de la mission	Commissaire Régional, CRDA Siliana Arrondissement des sols Arrondissement CES Arrondissement des Forêts Division HER UPLC-Siliana AFA OEP DGQEV DGFIOP
16h00	Restitution avec la MDCI	Directrice Générale de la coopération au MDCI avec M. Tahrani, Mme Hajer, M. Mehrez
29 Janvier 2014		
Matin	Départ de la mission	

Annexe 3. TdR pour l'appui technique et de gestion du Projet FEM

Contexte

Dans le cadre du Projet de Développement Agricole Intégré II (PDAI II) dans le Gouvernorat de Siliana, la composante financée par FEM (Projet FEM) vise à apporter des solutions à la dégradation des terres et les pertes en biodiversité dans les écosystèmes du nord du pays en atteignant les objectifs suivants: (i) adoption d'une planification de l'utilisation des terres et d'une gestion améliorée des eaux, (ii) augmentation des investissements GDT dans des domaines productifs, tout en améliorant les conditions de vie des foyers aux revenus moyens et bas; et (iii) renforcement de la protection d'écosystèmes montagneux sylvo-pastoraux au sein du système national de zones protégées. Le Projet FEM a été mis en vigueur en septembre 2010 et le coordinateur FEM a été recruté en septembre 2012. L'objectif de cette expertise est de fournir un appui spécialisé pour renforcer et optimiser le rôle et les responsabilités du Coordinateur Régional du FEM.

Responsabilités

Sous la direction du Directeur du PDAI II, travailler en étroite collaboration avec le Coordinateur du FEM pour répondre aux responsabilités suivantes :

i. Appuyer la planification, le S&E et la production des rapports. Pour cela, l'expert technique devra :

➤ ***Appuyer le Coordinateur du FEM dans la préparation des PTBA.***

Sur la base des orientations de la RMP du Projet FEM et de façon à assurer que les objectifs et les résultats principaux du Projet sont identifiés et suffisamment représentés au niveau technique et budgétaire. Les propositions de la RMP sur le PTBA sont présentées dans l'Annexe 7 « Propositions générales pour la mise en place du PTBA 2014-2016 » et peuvent être utilisées comme base de travail pour la préparation des PTBA annuels du Projet.

➤ ***Renforcer le Système de Suivi et Evaluation.***

Valider au niveau des partenaires du Projet la proposition pour les indicateurs d'impact du Projet FEM qui a été préparée par la RMP pour renforcer les aspects S&E du Projet en concertation avec l'UPLC et les partenaires du Projet (voir **Annexe 4**). Ceci doit assurer la mise en œuvre des recommandations de la RMP concernant le Système S&E ont porté sur les aspects suivants: confirmation des indicateurs proposés par la RMP au niveau du cadre logique du Projet FEM, établir les études de référence au niveau socio-économique ainsi que le suivi de l'impact du Projet en termes de GDT et GRN, développer la cartographie et délimitation des sites d'intervention du projet.

➤ ***Appuyer le Coordinateur du FEM dans la préparation des rapports du projet, publications et autres outils de communication comme nécessaire.***

➤ ***Appuyer le Projet à identifier et fournir la logistique nécessaire pour optimiser le travail du Coordinateur du FEM et des partenaires du projet.***

Le Projet FEM devra fournir des véhicules au Coordinateur du FEM, ainsi qu'à l'équipe de gestion de Jbel Esserj. Le Projet FEM devra également assurer les équipements nécessaires pour mettre en œuvre le système S&E du Projet, y inclus les équipements de laboratoire prioritaires.

ii. Appuyer la préparation de TdR et suivre la mise en œuvre les activités techniques du Projet. Pour cela l'expert technique devra :

➤ ***Appuyer le Projet à établir et mettre en œuvre un plan de formation pour la GDT et la GRN***

En coordination avec le MA spécifiquement la DG-FIOP et la CRDA-Siliana, le ME spécifiquement DGEQV, et les partenaires régionaux principaux du PDAI II (OEP, ODNO, ANETI-BRETI, AFA), faire appel à un bureau d'étude pour évaluer les besoins en formation concernant la GDT et GRN et établir un plan de formation spécifique sur la bases des actions déjà établis ou en cours de planification par le PDAI II et sa composante FEM. Le plan doit proposer des formations des bénéficiaires, des formations de formateurs, ainsi que des référentiels et modules de formation. Ceci doit prendre en compte la continuité des formations et l'implication des institutions nationales pertinente dans la durabilité des formations.

Ceci devra prendre en compte les actions au niveau des institutions suivantes :

- Activer la convention de recherche développement qui a été signée en mars 2012 entre le Projet et le Pôle de recherche du NO pour entreprendre les six thèmes suivant: i) Développement des grandes cultures en irrigué; ii) développement des techniques d'alimentation des ovins et des caprins; iii) développement du secteur oléicole; iv) développement de l'écotourisme; v) étude sur les systèmes de gestion des ressources naturelles; et vi) diversification des sources de revenus des familles pauvres. Les travaux ont démarré mais n'ont pas produits de résultats substantiels à ce jour¹⁴.
 - Coordination avec l'action du CTAB surtout en ce qui concerne leur responsabilité concernant la « *Production des supports de vulgarisation du mode agriculture biologique (référentiel et brochures, dépliants, ...)* »¹⁵.
 - Assurer une implication de l'INGREFF dans les formations relatives au changement climatique
 - Assurer une implication de l'OEP dans les formations relatives à la gestion durable des pâturages
 - Identifier les sujets de formations et les institutions nationales pertinentes qui doivent être impliqués dans d'autres sujets formations relatives à la GDT et la GRN
- **Appuyer le Projet à définir et mettre en œuvre les éléments et outils nécessaires pour la mise en place d'une base pour la gestion des connaissances en GDT.**

Lancer une étude sur l'état de la gestion des connaissances en matière de GDT en se basant sur celle effectuée par Karianet sur l'étude des connaissances en matière de sécurité alimentaire¹⁶. Cette étude pourra fournir une base importante concernant les établissements et des structures concernées par la GDT et présenter une grille d'analyse de la gestion de l'information.

L'étude effectuée concernant la sécurité alimentaire a conclu qu'une multitude d'intervenants et à différents niveaux avec une dominance du niveau central et que la gestion de l'information et des connaissances reste marquée par le caractère informel. L'étude a recommandé de donner une importance et priorité aux aspects suivants :

- Assistance rapprochée aux producteurs pour s'organiser en structures professionnelles
- Développement de partenariats entre les groupements d'agriculteurs et les prestataires de services agricoles
- Consolidation et extension des expériences pilotes de transfert et d'adoption des acquis de la recherche à impact rapide sur la productivité en commençant par les domaines prioritaires ;
- Recherche-actions pour le développement de nouveaux itinéraires techniques et de pratiques agronomiques.

Sur la base d'une telle étude, il sera possible d'établir la structure et le contenu d'une plateforme de connaissance requise ainsi que l'opérateur de site web si un tel instrument est nécessaire. Cette étude devra également identifier les besoins en outils d'information et de communications nécessaires à produire dans le contexte de la gestion des connaissances relatives à la GDT.

- **Appuyer le Projet à identifier et fournir un appui technique pour le développement des micro-entreprises pour appuyer la GDT et la GRN**

Le Projet FEM peut assurer le suivi des résultats du PDAI au niveau de la Composante B: Promotion de l'investissement privé et des PME, « *qui aurait pu appuyer le BRETI à réaliser de meilleures performances si (i) il avait été appuyé comme prévu par le projet et (ii) si une structure bien fournie en compétences et en moyens matériels avait assuré, au sein de l'UPLC, un suivi et un contrôle continus des réalisations de cette composante* »¹⁷. La mission de supervision du PDAI en 2013 a recommandé d'engager une évaluation rapprochée pour tirer les leçons et proposer des mécanismes plus appropriés à la création de l'emploi et l'encadrement des projets actuellement en place ; cette évaluation bénéficiera au BRETI et à l'ODNO ainsi, que tout autre montage future.

¹⁴ PDAI II, 2013. Aide Mémoire de la mission de supervision. Novembre 2013

¹⁵ PDAI II, 2013. Convention de Partenariat pour « LA PROMOTION DE L'AGRICULTURE BIOLOGIQUE » dans le gouvernorat de Siliana. CTAB. Décembre 2013.

¹⁶ Karianet, 2011. Etude de la Cartographie des Connaissances en Matière de sécurité Alimentaire, de Développement des Entreprises Rurales et de la Gestion des Connaissances en Tunisie. Elaborée par Youssef Saadani. FIDA/CRDI

¹⁷ Idem référence 1

Cette recommandation pourra être suivie par le Projet FEM et devra prendre en compte les priorités identifiées au niveau de la « Sous-composante 3.3 : Développement de micro-entreprises » du Projet FEM. Cette évaluation pourra également bénéficier de l'étude qui a été menée lors du PDF-B du Projet pour identifier des options commerciales dans la région de Siliana. Plus spécifiquement, les activités suivantes doivent être prises en compte :

- Les investissements requis pour élaborer des plans commerciaux,
 - L'assistance technique et le renforcement des capacités des entreprises nouvellement créées.
 - Identifier les possibilités d'amélioration des chaînes de marché au bénéfice des communautés, Cela pourrait comprendre la distillation au niveau communautaire d'huiles essentielles, le séchage, l'extraction et le nettoyage du zgougou, des mesures communautaires visant à améliorer les contrôles de qualité, l'information sur les marchés, la négociation et le respect des contrats, etc.
 - Des plans de développement des chaînes de marché seront élaborés et mis en œuvre.
 - Le commerce communautaire sera soutenu par l'élaboration de plans commerciaux qui comprendront l'identification des possibilités d'investissements conformément aux stratégies de marché.
-
- ***Mettre à jour et suivre la mise en place des TdR de «L'étude de l'adaptation de l'environnement juridique et institutionnel en vue d'intégrer la GDT et la conservation/valorisation durable de la Biodiversité». Les TdR ont été préparées lors de la RMP du PDAI II¹⁸.***
 - ***Appuyer le Projet dans la mise en place de systèmes de gestion sylvo-pastorale durables à travers des plans de gestion participatifs au niveau des structures organisationnelles appropriées***
 - ***Assurer que toutes les activités financées par le FEM soient accompagnées d'une étude d'impact environnementale et de mesures de mitigations de l'impact sur l'environnement.***

Durée et niveau d'effort

L'expert sera recruté pour une durée de 1 an reconductible pendant toute la durée du Projet. L'expert est prévu fournir un niveau d'effort de 10 jours ouvrables par mois, dont au moins 5 jours par mois à Siliana et 5 jours à distance pour le suivi et la préparation de rapports.

Qualifications requises

- Expert en développement rural avec au moins 10 années d'expérience pratique dans la gestion durable des terres (GDT) et la gestion des ressources naturelles (GRN) dans un contexte rural;
- Une expérience d'au moins 10 ans dans les techniques de planification participative;
- Bonne connaissance des méthodes de gestion et de suivi et évaluation;
- Connaissance des concepts et des pratiques d'activités génératrices de revenus dans le contexte rural du Moyen-Orient;
- Familiarité avec le contexte socio-économique et politique au Moyen-Orient;
- Familiarité avec les institutions liées à la GDT et la GRN dans le Moyen-Orient;
- Compétences interpersonnelles et de communications fortes;
- Expérience de travail dans des projets financés par les bailleurs de fonds internationaux;
- Excellente connaissance du Français, la connaissance de l'arabe est un atout.

¹⁸ FIDA, 2013. Rapport de mission d'examen à mi-parcours du PDAI II du 20 décembre 2012 au 20 janvier 2013. Mars 2013

Annexe 4. Propositions pour le Système de Suivi et Evaluation du Projet FEM

Mise en place d'un système S&E du Projet

Le projet doit procéder rapidement à la mise en place d'un système S&E qui répond aux conditions du FEM d'établir un système S&E basé sur l'impact du projet, et doit identifier la situation de base et la cible pour chaque indicateur choisi.

Une proposition de quelques indicateurs est présentée par la RMP mais devrait être finalisée sur la base d'une consultation au niveau des partenaires du projet. Cette proposition est présentée dans le Tableau ci-dessous. Il est conseillé de se limiter à 2-3 indicateurs au niveau de l'objectif ainsi qu'au niveau de chaque composante. Un plus grand spectre est proposé ci-dessous pour permettre aux partenaires du Projet de choisir les indicateurs qu'ils trouvent les plus pertinents.

Objectif/Composante	Indicateurs d'impact proposés par la RMP (à finaliser sur la base de consultations avec les partenaires du Projet)
Apporter des solutions au processus de dégradation des terres qui menace la biodiversité des écosystèmes de la région du nord du pays	<ul style="list-style-type: none"> - Résultats du suivi bio-physique de l'impact des interventions du Projet sur la GDT et la conservation de la biodiversité - Résultats de l'augmentation du rendement agricole et sylvo-pastorale à travers la GDT - Un système national de vulgarisation /de conseil adopte la GDT et les approches de conservation de BD
Composante 1: Cadres pour une politique de renforcement et de planification en faveur de l'intégration de la GDT	<ul style="list-style-type: none"> - 1-2 propositions pour les amendements sur les barrières à la GDT développées et reconnues au niveau politique - Un système d'information et de Gestion des Connaissances concernant la GDT et BD - Un système national de vulgarisation /de conseil adopte la GDT et les approches de conservation de BD
Composante 2: Intégration de la GDT dans les activités agricoles	<ul style="list-style-type: none"> - Mesure de l'augmentation du rendement agricole - Amélioration du taux de la matière organique - Amélioration du taux de l'humidité du sol - Liens entre les activités agricoles et les demandes locales inscrites dans les PDP
Composante 3: Intégration de la GDT dans les activités sylvo-pastorales	<ul style="list-style-type: none"> - Des formes organisationnelles de gestion sylvo-pastorale durables sont identifiées (sur les terres privées et publiques et collectives) - 5 groupes de micro-entreprises d'activités naturelles développées pour réduire la pression sur les terres de parcours - Augmentation de l'UF (de 100 à 300 UF) - Enrichissement en azote - Régénération des espèces disparues ou en danger
Composante 4: Conservation de la biodiversité du Jbel Esserj	<ul style="list-style-type: none"> - Un plan d'aménagement et de gestion participatif est mis en œuvre - Une équipe fonctionnelle pour la gestion du PN à proximité du PN est en place - 1 500 familles impliquées et leurs moyens d'existence améliorés dans les zones tampon et de transition du PN de Jbel Esserj. - Le suivi de la couverture végétale et de la biodiversité confirme la protection des habitats des écosystèmes forestiers montagneux de la zone du projet sur la base de la conservation d'au moins 5 espèces végétales prioritaires (<i>Acer monspessulanum</i>, <i>Cupressus semervirens</i> f. <i>numidica</i>, <i>Quercus suber</i>, <i>Cotoneaster racemiflora</i> var <i>tomentella</i>, <i>Sorbus aria</i> subsp <i>meridionalis</i>, <i>Rosa canina</i> subsp <i>pouzini</i>) et au moins 2 espèces de faune (faucon pèlerin, aigle botté).

L'étude de référence

Le projet doit établir une situation de référence sur le plan physique, naturel et socio-économique de la zone du projet et assurer le suivi biophysique des activités du projet. Il est essentiel de fournir l'information nécessaire au suivi de la GDT et la GRN et au pilotage des actions de développement des terres au niveau du Projet.

Il est ainsi proposé de couvrir 2 aspects:

- (i) Aspect socio-économique, pour la mise à jour des informations pertinentes liées aux trois principaux aspects: social, économique et institutionnel.
- (ii) Aspect biophysique, qui doit inclure l'élaboration d'une cartographie des interventions du Projet et qui pourra permettre l'identification d'unités végétales et hydriques nécessaires à suivre par le Projet. Ceci contribuera à mesurer les paramètres relatifs à la GDT et la GRN tel que les indicateurs suivants : Composition floristique, Estimation du recouvrement, Estimation de la densité, Estimation de la phytomasse et Caractérisation des sols.

Il est également nécessaire d'établir la cible des indicateurs d'impact retenus par le projet des que possible pour permettre au Projet de suivre l'impact des interventions et des actions d'une façon stratégique.

Aspects relatifs au suivi biophysique

Le projet devra établir des zones du suivi des impacts des interventions du Projet en termes de la GDT et de la GRN et qui serviront de modèles pour la duplication, la multiplication et la généralisation. Ces zones doivent être représentatives des écosystèmes de la zone du Projet, des interventions du Projet au niveau des différentes composantes et d'autres aspects socio-économiques importants relatifs tel que la pauvreté de la population cible.

Un suivi annuel des mêmes sites serait important pour accumuler une information complète durant la durée du projet concernant l'impact spécifique des actions mène par le projet. Le projet pourra également enrichir cette information en récoltant les mesures des mêmes paramètres au niveau d'un site témoin proche du site de l'action pour offrir une meilleure vision de l'évolution biophysique au niveau des actions.

Cartographie et délimitation des sites d'intervention du projet

Une cartographie du projet, sur la base d'image satellite ou de cartes topographiques, devra être mise en place et fournira une carte de l'occupation du sol. Il serait important d'inscrire sur cette base cartographique, la délimitation des sites des actions pilotes du projet ainsi que d'autres paramètres qui sont nécessaires pour fournir une représentation globale du projet et de son impact. Cette information pourra également servir aux actions de sensibilisation et de vulgarisation requises au niveau de la population locales ainsi qu'au niveau des décideurs.

La base cartographique pourra être utilisée pour les délimitations numériques des espaces pastoraux par GPS, l'intégration et l'actualisation des thèmes suivants peuvent être envisagées par le projet:

- délimitation des activités agricoles, sylvo-pastorales et de conservation de la biodiversité financées par le Projet et calcul de leurs superficies,
- identification des réseaux hydrographiques ;
- identification des communes rurales dans la zone du projet et surtout celles qui sont au-dessous du seuil de la pauvreté,
- mise à jour des routes et pistes.

Annexe 5. TdR pour l'évaluation du potentiel de reconversion d'une zone humide dans la plaine de Bouarada

Contexte

Dans le cadre du Projet de Développement Agricole Intégré II (PDAI II) dans le Gouvernorat de Siliana, la composante financée par FEM vise à apporter des solutions à la dégradation des terres et les pertes en biodiversité dans les écosystèmes du nord du pays en atteignant les objectifs suivants: (i) adoption d'une planification de l'utilisation des terres et d'une gestion améliorée des eaux, (ii) augmentation des investissements GDT dans des domaines productifs, tout en améliorant les conditions de vie des foyers aux revenus moyens et bas; et (ii) renforcement de la protection d'écosystèmes montagneux sylvo-pastoraux au sein du système national de zones protégées.

Une étude d'avant-projet détaillé d'assainissement et de drainage de la plaine de Garaat Ennoum a été élaborée par le Gouvernement Tunisien et a été présentée au FIDA pour financement sous la composante FEM du PDAI II. Le projet d'assainissement et de drainage de la plaine de Garaat Ennoum de la délégation de Bouarada entre dans le cadre du programme d'extension des superficies de céréales irriguées dans le gouvernorat de Siliana. Selon l'étude, la plaine de Garaat Ennoum possède un potentiel considérable en eau et en sol qui est non valorisé suite au problème de stagnation des eaux.

Cette plaine est délimitée par la courbe de niveau 250 m et couvre une superficie totale de l'ordre de 10.000 ha. Elle joue le rôle d'un réceptacle presque plat alimenté par le réseau hydrographique drainant le relief qui l'entoure et drainé par l'oued Bou Arada qui constitue son exutoire principal. Cette plaine a été aménagée dans les années 60 d'un réseau d'assainissement à ciel ouvert assurant le drainage de 3.000 ha, ce réseau est actuellement entièrement endommagé et n'assure guère sa fonction de drainage. La limite topographique de la zone de risque d'hydromorphie se situe au-dessous de la courbe de niveau 250 en amont de la plaine et 205 m en aval de la plaine. Cette plaine est une plaine alluviale d'abrasion dans sa partie haute et d'alluvionnement dans sa partie basse qui a provoqué le colmatage du réseau d'assainissement et le rétrécissement de l'exutoire.

Cette plaine est caractérisée par une agriculture relativement développée avec la dominance de la céréaliculture mais les rendements sont médiocres en année pluvieuse à cause de l'hydromorphie et bons en année à faible pluviométrie. En hiver, les eaux d'importantes crues entretiennent une zone de marécage dans la partie la plus basse de la plaine couvrant une superficie de l'ordre de 1.000 ha (voir le Tableau ci-dessous).

Tableau n°9 : Superficie des zones hydromorphes

Zone hydromorphe	superficie	
	ha	%
Stagnation de moins de 7 jours	1387	33
Stagnation de 7 à 15 jours	866	21
Stagnation de 15 à 1 mois	557	13
Stagnation de 1 mois à deux mois	714	17
Stagnation de plus de 2 mois	631	15
Total	4156	100

L'enquête avec les agriculteurs et les responsables locaux de la CTV de Bouarada a montré qu'en année normale 1000 ha de la superficie de la plaine sont non exploitée. Cette superficie atteint 3000 ha en année pluvieuse. La zone du projet est composée de terres domaniales et des terres privées. Les études thématiques réalisées se rapportant à l'étude des sols et ses paramètres hydrodynamiques (perméabilité et porosité), du front de saturation de la nappe phréatique, de la topographie de la plaine et du zonage des terres hydromorphes ont montré que la superficie nécessitant un drainage pour l'évacuation de l'excès d'eau provoquée par la pluie directe sur la plaine s'élève à 2800 ha.

Objectif de la mission

En concertation avec les départements gouvernementaux responsables de la gestion de la composante FEM du PDAI II, notamment la Direction Générale de l'Environnement et de la Qualité de Vie (DGEQV) et le Commissariat Régional au Développement Agricole (CRDA), un bureau d'étude sera recruté pour évaluer le potentiel de reconversion d'une partie de cette plaine, surtout au niveau de la zone avec les longues durées de stagnation d'eau, de façon à sauvegarder une partie du marécage et des ses fonctions hydrologiques et biologiques comme zone humide :

1. Etablir un inventaire de la faune et de la flore de la zone de marécage pour identifier la présence d'espèces de plantes, d'invertébrés, poissons, mollusques, crustacés et préciser leur importance nationale ou internationale
2. Etablir un inventaire des oiseaux migrateurs ainsi que la présence de populations d'oiseaux d'eau hivernants et nicheurs et préciser leur importance nationale ou internationale
3. Proposer des options de modification au projet d'assainissement de la plaine de Bouarada de façon à sauvegarder une partie du marécage et des ses fonctions hydrologiques et biologiques comme zone humide de la plaine
4. Proposer des mesures d'utilisation durable des ressources du marécage tel que l'écotourisme autour du marécage, l'agriculture biologique dans les alentours du marécage et autres ressources de la plaine.
5. Proposer un système de gestion participatif des ressources agricoles et écologiques de la plaine sur la base des Plan de Développement Locaux (PDL) développés par le PDAI II ou en développant d'autres outils de gestions participatifs pertinents tenant compte des ressources écologiques de la plaine.
6. Identifier la faisabilité d'inscrire la zone humide comme site Ramsar et dans le cas échéant, remplir les formulaires nécessaires pour adhérer à la Convention de Ramsar.
7. Identifier des liens dans le fonctionnement des écosystèmes et des habitats de la plaine et ceux du parc national du Jebel Esserj

Qualifications requises par le bureau d'études

Le bureau d'études doit avoir les qualifications suivantes :

- Expérience dans le suivi et la gestion des écosystèmes naturels et surtout dans les zones humides méditerranéennes.
- Expérience prouvée dans la rédaction et la mise en œuvre de plans de gestion participatifs au niveau des communautés dans les environs des parcs nationaux et écosystèmes naturels.
- Expérience dans la mise en place d'activités génératrices de revenus basées sur l'utilisation durables des ressources naturelles.

Annexe 6. TdR pour Etablir un Plan d'Action Prioritaire Pour la mise en œuvre du Plan l'Aménagement du Parc National de Jbel Esserj

Contexte

Dans le cadre du Projet de Développement Agricole Intégré II (PDAI II) dans le Gouvernorat de Siliana, la composante financée par FEM vise à apporter des solutions aux problèmes de dégradation des terres et aux menaces à la biodiversité sur le territoire du Gouvernorat, notamment dans le Parc National de Jbel Esserj. Le dit Parc a été créé en 2010 sur une superficie de 1720 ha et constitue une extension de la réserve naturelle de Jbel Esserj qui était créée en 1993 pour la protection d'une centaine de pieds d'érable de Montpellier (*Acer monspessulanum*) qui sont sérieusement menacés.

L'écosystème du Parc National de Jbel Esserj constitue un sanctuaire pour les rares exemples de flore sérieusement menacés qui incluent l'érable de Montpellier (*Acer monspessulanum*), le cyprès de Makthar (*Cupressus semervirens* f. *numidica*), le chêne liège (*Quercus suber*), le Frêne à feuilles étroites (*Fraxinus angustifolia*), le genêt Laburnum (*Cytisus villosus* = *C. triflorus*), le bâton de Jacob (*Asphodeline lutea*), le Cotoneaster (*Cotoneaster racemiflora vartomentella*), l'alisier blanc (*Sorbus aria* subsp. *meridionalis*), l'églantier (*Rosa canina* subsp. *pouzini*), le drave d'Espagne (*Draba hispanica*), et le caroubier. Au niveau de la faune, les espèces du Jebel Esserj menacées sont entre autres, l'hyène rayée, le porc-épic, principalement menacées par la braconnerie. L'avifaune est représentée par plusieurs espèces dont les deux fameux rapaces le faucon pèlerin et l'aigle botté.

Les barrières les plus importantes pour la conservation de la biodiversité identifiées lors de la préparation de la composante FEM sont les suivantes :

- *Institutions et capacités institutionnelles* : Il n'y a pas d'expérience tant au niveau des institutions que des communautés pour la gestion participative et le partage des responsabilités. Les parcs et les réserves de Tunisie sont placés sous la juridiction du Ministère de l'agriculture. Le ministère ne dispose pas du personnel suffisant sur le terrain pour assurer une gestion adéquate et du parc Aussi il importe de souligner que les capacités du personnel existant en terme d'approches de gestion méritent d'être renforcées. Par ailleurs, et vu sa récente création, le parc ne dispose pas d'un système environnemental (en l'occurrence de biodiversité).
- *L'importance du surpâturage* : La population environnante exerce une pression non négligeable sur les ressources du parc par le pâturage, l'exploitation illicite et le braconnage.
- *Manque d'incitation* : Pour l'instant, le Jbel Esserj n'est presque pas développé du point de vue touristique, et par conséquent, presque aucun bénéfice économique n'a été généré pour les populations locales. Les infrastructures nécessaires au développement écotouristique de base sont presque inexistantes. Toutefois, un centre écotouristique d'une superficie globale de 400 m² est dans ses phases finales d'achèvement. Une fois achevé, il servira d'une entité d'attraction pour la promotion de l'écotourisme dans la région. Il est constitué d'un écomusée, centre d'accueil, d'un club de l'environnement, d'une buvette, de bureaux pour l'administration, salle d'artisanat, aires de jeux pour enfants, aires de repos et un parking.

Le Plan d'Aménagement du Parc qui a été élaboré en décembre 2013 a identifié un programme d'actions axé sur les aspects suivants :

- Surveillance et contrôle
- Conservation et réhabilitation du milieu
- Préservation du patrimoine culturel
- Appui socio-économique à la conservation
- Formation
- Education, communication et sensibilisation
- Suivi écologique et études

Objectif de la mission

En concertation avec les départements gouvernementaux responsables de la gestion des parcs nationaux, notamment la Direction Générale des Forêts (DGF), Commissariat Régional du Développement Agricole (CRDA) en collaboration avec la Direction Générale de l'Environnement et de la Qualité de Vie (DGEQV), l'expert doit établir un **Plan d'Action Prioritaire pour la mise en œuvre du Plan d'Aménagement du Parc National de Jbel Esserj et pour l'acquisition des investissements prioritaires du Parc.** Les études et les investissements prioritaires qui seront financés à travers la composante FEM du PDAI II seront conformes aux objectifs et résultats attendus de la composante FEM et se focaliseront sur les aspects suivants :

1. Evaluer les capacités de l'équipe de gestion du Parc responsable de la mise en œuvre du plan d'aménagement et élaborer un plan de formation approprié pour la gestion du Parc.

Résultats attendus :

- Plan de formation (en Tunisie ou à l'étranger) pour le personnel du parc concernant :
- la gestion du parc,
- la mise en place d'un système de suivi de la biodiversité,
- la gestion participative du pâturage,
- l'écotourisme dans le parc et ses environs et
- la mise en place d'un plan d'éducation environnementale, de communication, de sensibilisation et de marketing.

2. Evaluer la faisabilité de mettre en place une gestion participative des terres de parcours dans les zones d'utilisation durable du parc. Le parc devrait comprendre des zones de protection intégrale et de zones d'utilisation durable gérées de façon participative (zone tampon et de transition). Étant donné que les zones d'utilisation durable seront cogérées avec les villageois locaux, il est essentiel que la planification de la gestion soit participative. Ainsi, la gestion des terres de parcours dans les zones d'utilisation durable peut être effectuée de façon à ce que les populations adhèrent aux objectifs de conservation du parc et acceptent de faire paître leur bétail en dehors des zones protégées.

Résultats attendus :

Identification d'une approche participative à adopter dans le cadre du parc pour la mise en place d'une gestion participative des terres de parcours dans les zones d'utilisation durable du parc. Ceci devra inclure la faisabilité de clôturer les zones de protection intégrale du parc.

3. Étant donné que l'objectif pour la fin du projet est d'attirer 5000 visiteurs par an au niveau du parc, il est crucial que le projet finance des mesures qui soutiennent le développement de l'écotourisme à Jbel Esserj. Ceci devra garantir que les populations locales puissent réaliser des bénéfices grâce au développement de l'écotourisme pour compenser partiellement leur perte d'accès aux ressources dans les zones sévèrement protégées.

Résultats attendus :

Identification des études de faisabilité économiques nécessaires pour la promotion de l'écotourisme et des investissements nécessaires pour la mise en place d'une infrastructure spécifique à l'écotourisme et identification des modalités de fonctionnement et de maintenance des équipements financés par le FEM.

4. Mise en place d'un système de suivi de la biodiversité menacée d'extinction pour la gestion des habitats dans l'écosystème forestier et montagneux de la zone du projet, contribuant à la conservation d'au moins 5 espèces prioritaires de plantes (*Acer monspessulanum*, *Cupressus sempervirens* f. *numidica*, *Quercus suber*, *Cotoneaster racemiflora* var. *tomentella*, *Sorbus aria* subsp. *meridionalis* et *Rosa canina* subsp. *pouzini*) et à au moins deux espèces animales (l'hyène, le porc-épic et aigle botté ou le faucon pèlerin).

Résultats attendus :

Identification d'un protocole de suivi de la faune et de la flore permettant de mesurer l'efficacité de la gestion du parc qui permettra d'établir un système de suivi de l'état de la biodiversité, de l'évolution des menaces sur la biodiversité et l'efficacité des mesures adoptées pour diminuer ces menaces. Ceci permettra également d'appuyer le plan

d'introduction des espèces animales dans le parc y inclus le besoin de construction d'enclos pour la réintroduction des espèces animaux.

5. Mise en place d'un système de sécurité du parc pour la gestion des risques d'incendies dans le Parc. Actuellement, la distance pour accéder à des équipements de control des incendies se situe à 29 km du Parc et si les incendies se répètent tel qu'en 2004, le Parc risque de subir de graves conséquences.

Résultats attendus :

Identification des équipements nécessaires pour combattre les incendies dans les zones forestières du Parc, ceci peut inclure des équipements, autres infrastructures nécessaires (tel que des réservoirs d'eau...). Ce résultat devra inclure également l'identification des formations de l'équipe du parc et d'autres institutions locales impliquées dans la gestion des risques d'incendies.

6. L'équipe du PDAI II et de la composante FEM vise a appuyer l'équipe du Parc ainsi que les institutions gouvernementales et locales dans la mise en place d'un plan d'éducation environnementale, de communication, de sensibilisation et de marketing pour valoriser les ressources et potentialités du Parc et assurer l'adhésion de la population locale aux objectifs de conservation du par cet de valorisation du patrimoine naturel et culturel.

Résultats attendus :

Définir un plan d'éducation, de communication, de sensibilisation et de marketing du Parc à court-terme tenant compte des actions prioritaires identifiées dans le cadre du plan d'aménagement ainsi que pour la bonne gestion et opération des investissements acquises au niveau du Par et de ses alentours.

Qualifications et durée de la mission

L'expert doit avoir les qualifications suivantes :

- Etudes universitaires (Bac +5) relatives au domaine de la gestion de l'écosystème,
- 10 ans d'expérience dans la gestion des parcs nationaux dans les pays riverains de la méditerranée et surtout nord-africain,
- Expérience prouvée dans la rédaction et la mise en œuvre de plans de gestion participatifs au niveau des communautés dans les environs des parcs nationaux,
- Expérience dans l'évaluation des capacités aux niveaux systémiques, institutionnels ainsi qu'individuels et de traduire les résultats de l'évaluation en un plan de formation qui répond aux besoins de renforcement des capacités identifiés,
- Connaissances dans la mise en place de système de suivi de la biodiversité dans les écosystèmes forestiers méditerranéens.

La mission sera effectuée sur une durée de 25 jours, avec 15 jours de mission en Tunisie et 10 jours pour la rédaction des résultats attendus.

Annexe 7. Propositions générales pour la mise en place du PTBA 2014-2016

Désignation	Unité	Qté Totale	Coût total (000 \$)	Qté a 2013	Engagés a 2013 (000 \$)	Qté 2014-2016	Proposition 2014-2016 (000\$)	Total par composante planification
1. Composante 1-Promotion d'un environnement favorable a l'integration de la GDT								
1.1. Politiques et strategies, et cadre juridique								
Evaluer les principales barrières du cadre legal actuel	Etude	1	50				50	
1.2. Systeme de gestion des connaissances								
Creation , mise en reseau et communication pour la GC	Forfait	1	150				120	
1.3. Perfectionnement du systeme national de S&E								
Developpement d'un systeme et renforcement de la capacite	Forfait	1	200				120	
1.4. Renforcement institutionnel pour la GDT								
Evaluer les besoins et mettre en oeuvre le plan de formation	Forfait	1	380				120	
1.5. Integration de la GDT dans la planification et S&E au niveau local								
Realisation d'etudes et de revues annuelles (i.e. accompagnement à la mise en oeuvre des LDP)	Revue	1	610				120	
1.6. Autres								
Produits pour le laboratoire du sol					14		120	
Sous-total composante 1			1390		14		650	664
2. Composante 2: Integration de la GDT dans les activites agricoles								
2.1. Investissements sur le terrain dans la GDT								
Plantations d'especes de fruits locales rares sur les terres deforestees	Ha	200	300			200	100	
Promotion de l'agriculture organique formelle	Ha	1000	200			500	107	
Technique de gestion integree des ravageurs (Protection integree, PI)	Groupes fermiers	200	120				120	
Techniques agricoles de conservation (Semi Directe: acquisition d'un semoir pour semi directe)	Ha	1500	150			600	90	
Brise-vent pour reduire le Etp	Ha	200	40			50	17	
Formations sur les pratiques de GDT /g	Session	20	90					
2.2. Remembrement des terres (integrer la GDT dans les activites de regroupement des terres)								
Ha	1500	180	1500	94	1000	120		
Ha	1600	320			500	118		
2.3. Consolidation des investissements en CSE								
2.4. Developpement de mesures incitatives en GDT pour les fermiers								
Forfait		120						
2.5. Autres								
Arbres fruitiers					46			
Formations / etude environnementale Bouarada					3			
Drainage Bouarada \$1,250,000							50	
Sous-total composante 2			1520		143		515	658
3. Composante 3 - Integration de la GDT dans les activites sylvo-pastorales								
3.1. Outils et systemes pour la gestion sylvo-pastorale (plan de gestion, Appui CBO)			100				100	
3.2. Test et demonstration des pratiques de GDT:								
Gestion des sources d'eau	Piece	25	100					
Recolte de l'eau	Piece	25	100					
Consolidation des travaux de CSE	Ha	200	40			500	15	
Amelioration de la vegetation (reboisement)	Ha	1000	250			450	225	
Formation sur les pratiques de GDT /i	Jours	150	75					
3.3. Amelioration des paturages dans les zones sylvo-pastorales collectives								
Amelioration des paturages	Ha	500	300	1050	428			
Augmentation de la production des pepinieres	Piece	4	150			4	450	
3.4. Developpement de micro-entreprises								
Forfait		140						
Assistance technique a travers bureau d'etude							120	
Sous-total composante 3			1255		428		910	1338
4. Composante 4 - Conservation de la biodiversite dans le Jebel Esserj								
4.1. Developpement d'un plan de gestion participatif pour le parc national de Jebel Esserj			50		35		50	
4.2. Renforcement des capacites			50				120	
4.3. Infrastructures ecotouristiques			300		55		107	
4.4. Autres								
Piste d'acces					1135			
Sous-total composante 4			400		1225		277	1502
5. Composante 5 - Gestion du Projet								
5.1. Gestion de projet								
Coordinateur du FEM et assistant financier	p/année	5	180		81		15	
Autres materiel de bureau	Forfait		15		13			
Vehicule	Piece	1	25		16			
Communication, voyages, divers (déplacement)	Forfait		50				20	
Surveillance /i (A reploymement)	Mission	5	75				15	
Examen a mi-parcours	Etude	1	40				20	
Evaluation finale	Etude	1	40					
Atelier de démarrage	Atelier	1	10					
5.2. Autres								
Expert technique/Gestion du Projet							150	
Vehicules pour CR et equipe du PN							50	
Sous-total composante 5			435		110		270	380
Total financement FEM			5000	0	1920	0	2622	4542
Activites proposees dans le PTBA 2014 presentee par le Projet lors de la RMP								